
L'ingénieur, les capitaines et les planteurs

Le recensement de la Siempre Fiel Isla de Cuba (1825-1842) : entre savoirs locaux et préoccupations impériales

The Engineer, the Captains and the Planters: The Census of the Siempre fiel Isla of Cuba (1825-1842), between Local Knowledge and Imperial Preoccupations

Mathieu Aguilera

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/5747>

DOI : 10.4000/histoiremesure.5747

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2017

Pagination : 9-52

ISBN : 978-2-7132-2701-1

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Mathieu Aguilera, « L'ingénieur, les capitaines et les planteurs », *Histoire & mesure* [En ligne], XXXII-1 | 2017, mis en ligne le 30 juin 2019, consulté le 04 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/5747> ; DOI : 10.4000/histoiremesure.5747

L'ingénieur, les capitaines et les planteurs

Le recensement de la *Siempre Fiel Isla* de Cuba (1825-1842) : entre savoirs locaux et préoccupations impériales

Mathieu AGUILERA *

Résumé. Le cas des Antilles espagnoles à l'heure de la redéfinition du pacte colonial entre métropole et outre-mer permet d'envisager les formes coloniales de la statistique démographique. Bien avant la tenue d'un recensement général de population en Péninsule en 1857 par l'État espagnol, les colonies antillaises ont fait l'objet d'une mise en carte et en chiffres précoce. Deux opérations de dénombrement des habitants de la *Siempre Fiel Isla* de Cuba sont réalisées en 1827 et en 1841. L'article analyse les pratiques d'enquête et de catégorisation mobilisées par les autorités coloniales sous le contrôle de l'armée pour produire une information de nature démographique, en relation avec les réformes territoriales successives de l'administration coloniale, et la consolidation du district (*partido*). L'enjeu qui pèse sur la production et le contrôle des « chiffres de la couleur » officiels est grand à l'apogée de la traite clandestine, et alors que plane encore le « spectre d'Haïti », largement instrumentalisé par les autorités péninsulaires pour justifier leur domination auprès de l'élite créole.

Mots-clés. recensement, Cuba, Joaquín Miranda y Madariaga, esclavage, XIX^e siècle

Abstract. *The Engineer, the Captains and the Planters: The Census of the Siempre fiel Isla of Cuba (1825–1842), between Local Knowledge and Imperial Preoccupations.* In the era in which the colonial pact between the metropolis and overseas territories was being redefined, the Spanish Antilles offer a rich case study of the colonial forms of demographic statistics. Well before the general population census of 1857 conducted by the liberal Spanish state, the West Indian colonies had been the subject of an intensive production of maps and demographic censuses. Two operations to count the inhabitants of the *Siempre Fiel Isla of Cuba* were completed in 1827 and 1841. This article analyses the investigatory and categorization practices mobilized by the colonial authorities under the control of the army to produce demographic data, as seen in relation to the successive territorial reforms of the colonial administration and the consolidation of the district (*partido*). Great were the stakes attached to the production and control of the official 'colour statistics' at the height of illegal trafficking. All the more since the 'specter of Haiti' was actively exploited by colonial authorities to justify its domination over the creole society.

Keywords. census, Cuba, Joaquín Miranda y Madariaga, slavery, nineteenth century

* Centre d'histoire de Sciences Po, Université autonome de Madrid, ATER en histoire à l'IEP de Toulouse et chercheur associé au LaSSP (EA 4175), ancien membre de la Casa de Velázquez. E-mail : mathieu.aguilera@sciencespo.fr

Une première version de cet article a bénéficié des critiques extrêmement suggestives de deux relecteurs anonymes de la revue, ainsi que des lectures précises et stimulantes de Juan Pro Ruiz et Samir Boumediene. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés. Je reste bien sûr seul responsable des approximations qui demeureront dans ce texte.

« La Population de l'île de Cuba se compose de trois castes, qui forment cinq classes différentes dans la société ; elle est par conséquent hétérogène, et leurs intérêts sont si divers et opposés entre eux que les couleurs et états sous lesquels elles existent¹. »

« Pour accéder aux informations que j'ai acquises, je me dois de remercier tout le pays, qui a fait preuve de bonne volonté et de coopération pour me laisser accéder à tout ce que je désirais vérifier². »

Colonel Joaquín Miranda y Madariaga, chef de la commission de statistique du Département occidental (1825-1828)

En 1845, dans un article consacré à la « Statistique » des provinces d'outre-mer, l'auteur de la *Bibliothèque de législation ultramarine* écrivait :

« Sous notre ancien régime colonial, on compensait en partie l'absence d'un département de statistique au moyen des longs rapports et des mémoires détaillés que les vice-rois et les hauts officiers remettaient à l'issue de leur mandat à leurs successeurs, et dont ils rendaient compte au Conseil des Indes, où toute cette documentation, ainsi que les intéressantes informations statistiques accompagnant les visites épiscopales et autres *relaciones* périodiques sollicitées en application des lois, réunie à de riches archives compilées et traitées par d'habiles fonctionnaires, fournissait le matériel nécessaire à la formation des *estados*, et permettait ainsi de savoir à tout moment l'évolution de la population, et celle des différentes branches du gouvernement et des finances, ainsi que le degré de prospérité et de développement de chaque district³. »

À cet âge d'or de l'archive coloniale et du gouvernement à distance des Indes occidentales – très largement exagéré par la nostalgie impériale de ce haut fonctionnaire des Finances – avait succédé la « bourrasque » des indépendances et, avec elle, son lot d'incertitude sur le gouvernement de l'*Ultramar*. Au moment où Zamora rédige sa compilation, il n'existe pas en Espagne de « bureau des statistiques » national⁴, et le gouvernement des trois provinces d'outre-mer (Cuba, Porto Rico, Philippines) relève de plusieurs ministères⁵. Entre l'ère des dénombrements d'Ancien Régime et l'avènement du « recensement » coordonné par une commission de statistique générale du Royaume, mise en place à Madrid à la fin de l'année 1856⁶, les autorités coloniales espagnoles ont mené trois enquêtes démographiques sur la

1. Década Septuna, a nuestro Augusto Soberano el Señor D. Fernando Septimo, QDG Rey de las Españas, Madrid, 28 mai 1829, Archivo General de Indias (dorénavant AGI), Ultramar, 112, exp. 16, f°2r.

2. AGI, Santo Domingo, 1157, f°744r-f°744v.

3. J. M. ZAMORA Y CORONADO, 1845, p. 182-183. Traduction de l'auteur. Toutes les traductions, depuis l'espagnol, des documents cités dans cet article sont de l'auteur.

4. J. PRO RUIZ, 2007.

5. Ce n'est qu'en 1863 qu'est créé à Madrid un ministère de l'Outre-mer. A. SANCHEZ ANDRÉS, 2007.

6. J. PRO RUIZ, 2007.

population cubaine, en 1827, 1841 et 1846⁷. Alors que l'édition de 1846 est coordonnée par un bureau d'administrateurs militaires et de savants créoles en charge d'assurer la publication des résultats, les recensements de 1827 et de 1841 sont le résultat d'un travail de terrain des « commissions de statistique », issues des rangs de l'armée et directement placées sous l'autorité de la capitainerie générale.

La publication du volet démographique du travail d'enquête de ces commissions a donné lieu à de multiples commentaires sur la fiabilité des résultats produits, le niveau d'occultation que les opérations ont atteint et la sincérité de l'administration coloniale⁸. Comme le notait encore Josep Fradera il y a une décennie, les « obscurités des recensements cubains sont une vieille préoccupation⁹ » – préoccupation des historiens démographes, appliqués à croiser et à mettre en série les données démographiques disponibles à des fins « extractives », mais également des contemporains. Administrateurs, marchands, planteurs et érudits, sur l'île et en dehors, se sont emparés des chiffres, qui font alors l'objet d'une publication, tantôt pour en appeler aux réformes du régime colonial d'exception qui régit le « deuxième empire » ou dénoncer les excès du « despotisme colonial » espagnol¹⁰, tantôt pour le justifier, au nom de « l'hétérogénéité » et de la « complexité » des « éléments sociaux » des provinces d'outre-mer¹¹. Déjà, à la fin des années 1830, l'ancien directeur du Jardin botanique de La Havane déplorait que « les recensements de population qui ont été faits à Cuba à différentes époques pèchent tous par le même défaut, commun d'ailleurs à tous ceux rédigés dans les autres lieux où existe l'esclavage¹² ». *L'Essai politique sur l'île de Cuba* d'Alexander von Humboldt venait d'être censuré par la municipalité havanaise, en 1827. Ce dernier avait pourtant bénéficié d'un accueil chaleureux et coopératif de la part des autorités et de ses « amis » de l'élite sucrière, quelques années plus tôt, pour collecter ses sources documentaires¹³. Mais à « l'objectivité » des statistiques démographiques et des balances commerciales, le savant avait ajouté ses commentaires sur les « funestes effets » de la monoculture de plantation et de l'esclavage. La « Perle des Antilles » connaît alors la période la

7. Des chiffres officiels sont également établis pour l'année 1850, mais ne sont pas le résultat d'une collecte *ad hoc* d'informations.

8. K. KIPLE, 1976 ; L. MARRERO, 1983 ; O. RAMOS PIÑOL, 1988 ; et plus récemment, pour la deuxième moitié du XIX^e siècle, J. A. PIQUERAS, 2011. Une présentation et un commentaire synthétique et quantitatif des recensements dans C. NARANJO OROVIO, 2009.

9. J. M. FRADERA, 2005, note 210, p. 269.

10. J. MORILLO-ALICEA, 2003.

11. L'expression de « deuxième empire » renvoie au « système des trois colonies » (Cuba, Porto Rico, Philippines) et à Fernando Poo, dans le golfe de Guinée, territoires qui demeurent espagnols (jusqu'en 1898) après la vague des indépendances latino-américaines de la période 1808-1824. J. M. FRADERA, 1999 ; 2005 ; 2015.

12. R. DE LA SAGRA, 1842, p. XIV.

13. S. REBOK, 2004, p. 48 ; M. ZEUSKE, 2009.

plus « florissante » de son histoire esclavagiste¹⁴, alors que la traite atlantique était déclarée illégale par les traités internationaux en 1815 et que s'éloignait définitivement le rêve d'un grand empire continental. L'enjeu qui pèse sur la production et le contrôle de la statistique démographique est donc grand, à l'heure du « spectre d'Haïti », ravivé par plusieurs révoltes serviles, dans les années 1820 puis au début des années 1840¹⁵. Elle agit en outre comme un révélateur de « l'Atlantique caché », démontrant le cynisme des autorités espagnoles, complices de la traite clandestine destinée à alimenter le puissant complexe agro-industriel sucrier¹⁶.

Nous ne reviendrons pas ici sur l'ensemble de ces débats, nombreux, ni sur les usages savants des sources produites par l'administration coloniale. Si la question des « recensements » cubains a fait l'objet d'une importante littérature, depuis les érudits du XIX^e siècle, jusqu'aux historiens démographes, peu d'études se sont en revanche penchées sur les aspects pratiques de la compilation des données¹⁷. Comme si les réemplois et commentaires successifs des résultats de l'enquête à des fins « extractives », voire patrimoniales¹⁸, avaient conduit à recouvrir progressivement les conditions pratiques de réalisation¹⁹ et d'élaboration de « l'archive coloniale²⁰ ». Il s'agira donc ici de revenir sur les conditions de production et de publication des données sur la population. De rompre « l'effet tunnel » que la mise en série des résultats tend à produire, en les replaçant dans leur contexte politique, cognitif et matériel²¹. Cette « histoire concrète de l'abstraction²² » invite alors à déplacer le regard, en passant des tables numériques aux interactions en jeu dans la conception

14. Les archives de l'intendance des Finances de Cuba révèlent que 378 920 esclaves ont été introduits sur l'île entre 1763 et 1821, ces données ne prenant pas en compte la traite de contrebande. Pour la seule année 1821, ce chiffre s'élève à plus de 47 000. Cuba s'impose progressivement sur cette période comme le premier producteur mondial de sucre de canne. Jusqu'au milieu des années 1830, le nombre d'esclaves introduits sur l'île ne cesse d'augmenter, avant que les pressions britanniques ne débouchent sur les lois de pénalisation de la traite de 1835, puis de 1845. Le nombre d'esclaves introduits de manière clandestine est difficile à évaluer, mais a fait l'objet de plusieurs estimations. Il ne fait en tout cas pas de doute que davantage d'esclaves sont introduits à Cuba entre les années 1790 et les années 1860 (800 000 environ) que pour l'ensemble de l'Amérique hispanique au cours des trois siècles passés. M. C. BARCIA ZEQUEIRA, 1998 ; M. GONZÁLES-RIPOLL, 1999 ; C. SCHMIDT-NOWARA, 1999 ; M. MORENO FRAGINALS, 2001 ; M. ZEUSKE, 2015.

15. A. YACOU, 2010 ; M. BARCIA, 2014.

16. M. MORENO FRAGINALS, 2001 ; M. ZEUSKE, 2015.

17. Outre les travaux déjà cités, qui abordent bien souvent les questions du mode de réalisation des *censos cubanos* pour commenter leur manque de fiabilité, voir F. NADAL, 1988 ; *id.*, 1989 ; C. VENEGAS FORNIAS, 2002.

18. C. TOPALOV, 2015, p. 25-30.

19. Des historiens ont déjà évoqué une « amnésie » de ce type dans le cas des recensements coloniaux français en Afrique-Occidentale française. R. GERVAIS & I. MANDE, 2007.

20. A. L. STOLER, 2002.

21. C. TOPALOV, 2015, en particulier p. 11-47.

22. J. C. PERROT, 1992.

de l'enquête, sa réalisation de terrain et l'exposition de ses résultats²³. Les sources manquent, toutefois, pour suivre précisément le processus de collecte de l'information que les « agents recenseurs » ont mené au cours de ces deux opérations. On doit bien souvent s'en remettre aux comptes rendus officiels, extrêmement succincts, rédigés *a posteriori* et à des fins justificatives. Ce type de discours, bien que précieux pour reconstituer quelques-uns des relais mobilisés dans la collecte des données, ne saurait épuiser la question. Le traitement d'une partie de la correspondance « de terrain » de l'un des chefs de commission en charge des opérations dans la région occidentale de l'île, entre 1825 et 1827, permet néanmoins de redonner quelque épaisseur au moment du recensement lui-même et aux procédures alors employées pour arpenter le territoire et en compter les habitants. Entre héritage des réformes impériales bourbonniennes et reconfiguration autoritaire du lien colonial, l'expédition « militaro-scientifique » se révèle ainsi davantage comme une inspection militaire, à un moment charnière des réformes administratives du gouvernement des colonies.

1. Les commissions de statistique du capitaine général

Obtenir de « précieuses et indispensables » données « par tous les moyens possibles »

En nommant un petit groupe d'officiers, de topographes et d'ingénieurs militaires pour procéder à une vaste enquête de terrain cartographique et « statistique », le nouveau capitaine général Francisco Dionisio Vives²⁴ reprend, mais de manière beaucoup plus ambitieuse, un projet cartographique déjà initié par le général Juan Moscoso quelques années auparavant²⁵. Celui-ci avait chargé le colonel d'infanterie José Jaime Valcourt – originaire des Flandres, et fraîchement débarqué sur l'île pour des travaux de fortifications dans la région de Baracoa²⁶ – de travaux cartographiques préparatoires, finalement interrompus²⁷. Concernant les données sur la population, il convenait de mettre à jour les résultats du grand dénombrement effectué en 1817 à l'initiative de l'intendant des Finances Alejandro Ramírez²⁸, qui n'avait pu procéder que par estimations et croisements de sources disparates, surtout pour les régions orientales, sur lesquelles le contrôle effectif de l'administration était

23. A. DESROSIÈRES, 2008.

24. Vives est nommé gouverneur et capitaine général de l'île de Cuba en mai 1823, mandat qu'il assure jusqu'en 1832.

25. J. J. VALCOURT E IZNARDI, *Memoria...*, 1837 (dorénavant MV 1837), p. 4-5.

26. F. NADAL, 1989, p. 334.

27. MV 1837, p. 4-5.

28. Ce dénombrement avait mis en évidence une population totale d'environ 631 000 âmes, classée selon leur caste, sexe et âge dans les différentes juridictions. *Estado general de la población de la Isla de Cuba...*, 1819.

pratiquement inexistant²⁹. Une éphémère « commission de statistique » de la députation de La Havane entreprend au début de l'année 1821 de « former le recensement et la statistique provinciale ». Conformément à l'esprit de la Constitution de Cadix, qui vient d'être proclamée à nouveau en Péninsule, il revenait en effet aux organes locaux (municipalités et députations provinciales) de prendre en charge « l'administration » en vue de la « prospérité publique », en rupture avec les « temps obscurs » de l'absolutisme, durant lesquels « les gouvernements arbitraires n'agissent pas selon les faits mais par caprices³⁰ ». Quatre ans plus tard, avec le retour de l'absolutisme à Madrid et le démantèlement de la députation havanaise qui s'en suit³¹, c'est en s'appuyant sur un petit groupe d'officiers de confiance que Vives commande une vaste expédition de reconnaissance sur un territoire encore bien mal connu depuis La Havane. L'ordonnance du 28 mai 1825 conduit dans le même temps à la concentration autoritaire des pouvoirs autour du gouverneur-capitaine général, au détriment des organes représentatifs de l'élite créole et des cours de justice locale³².

Le contexte américain est alors extrêmement périlleux pour la Couronne, aux lendemains de l'effondrement de la Monarchie universelle³³. Pour les autorités militaires garantes de l'ordre colonial sur une île restée fidèle à la bannière espagnole, l'urgence, dictée par la période « sans doute la plus critique des annales de l'histoire de l'île », exige « des connaissances exactes pour la libérer de la ruine qui la menace et la mettre en aptitude militaire [...] au moyen de mesures adaptées qui renforcent la défense de ses territoire et littoral étendus³⁴ ». Les préoccupations savantes et érudites sont ainsi largement minorées lors de la préparation des commissions de reconnaissance³⁵. Depuis San Juan de Porto Rico, le capitaine général Miguel Luciano de la Torre entreprend également une réforme territoriale destinée au déploiement de l'armée, cherchant pour cela à accroître la centralisation des informations démographiques et économiques dans les bureaux de la capitainerie générale³⁶ – signe que la reprise en main autoritaire du territoire sous la houlette de l'armée espagnole faisait système, de San Juan à La Havane, alors que les

29. K. KIPLE, 1976, p. 34-38.; C. VENEGAS FORNIAS, 2002, p. 79-85.

30. *Diario del Gobierno constitucional de la Habana*, 21 janvier 1821, p. 4, ANC, GCS, leg. 1448, exp. 56819. Je remercie Alina Castellanos Rubio de m'avoir transmis ce document.

31. J. A. PIQUERAS, 2006, p. 77-80.

32. J. M. FRADERA, 2005, p. 220-252; J. A. PIQUERAS, 2006, p. 77-80; J. P. LUIS, 2015, p. 25-30.

33. J. M. PORTILLO VALDÉS, 2006.

34. *Cuadro estadístico...*, 1829 (dorénavant CE 1829), p. 1.

35. Le projet initial devait également conduire à l'écriture d'une histoire de l'île. Voir C. VENEGAS FORNIAS, 2002, p. 89-91. En 1826, le directeur du Jardin botanique Ramón de la Sagra avait ainsi adressé aux topographes militaires nommés par Vives un mémoire consacré aux « méthodes géodésiques pratiquées en Europe et en Amérique », regrettant quelque temps après que « ce travail, entrepris à tant de frais, fut sans résultat pour la géographie de l'île de Cuba ; on ne fit aucun cas des avis de la science ». R. DE LA SAGRA, 1842, p. 65.

36. P. T. DE CÓRDOBA, t. VI, p. 242.

anciennes vice-royautés du continent, à cette date, ont toutes pris le chemin de l'indépendance.

Parmi les plus fervents défenseurs de l'absolutisme fernandin et d'un grand empire américain, la défaite des troupes loyalistes à Ayacucho, à la fin de l'année 1824, n'a pas mis fin à l'espoir d'une reconquête³⁷. Le colonel Joaquín Miranda y Madariaga, qui reçoit la direction des sections topographique et statistique de la région occidentale, est ainsi partisan d'une expédition pour reprendre le Mexique³⁸. Un recensement numérique permettrait de prendre la mesure des forces militaires loyales à la bannière espagnole et d'organiser de nouveaux recrutements. Il s'agit également, tout en compilant des données sur les productions, d'établir une cartographie complète de l'île afin d'entreprendre la réorganisation du système défensif de ce carrefour stratégique, au cœur des rivalités impériales de la région. L'enjeu est donc bien, comme l'expose clairement le colonel Valcourt en charge de la préparation des travaux dans la région de Puerto Príncipe, de donner les moyens au « chef suprême » d'assurer « la sécurité et conservation du pays et la tranquillité de ses habitants loyaux » :

« Pour prêter l'attention nécessaire à des objets aussi sacrés, il était absolument nécessaire de bien connaître le pays, sa géographie, topographie et statistique [...] ; malheureusement, après plus de trois siècles de possession d'une si précieuse partie de la monarchie espagnole, il n'existait pas encore de si précieuses et indispensables données [...] [si bien] qu'il a fallu essayer de les obtenir par tous les moyens possibles, et avec la promptitude que réclamait la nécessité³⁹ ».

Les « commissions de spécialistes » formées par Vives en avril 1825 regroupent des ingénieurs militaires, des officiers ou sous-officiers d'infanterie recrutés pour leurs compétences techniques en qualité d'« ingénieurs volontaires », ainsi qu'un collègue d'arpenteurs (*agrimensores*) en charge du volet cartographique⁴⁰ (Annexe, Tableau 1). Issu du prestigieux Corps national des Ingénieurs militaires⁴¹, le capitaine Manuel Pastor avait déjà participé à plusieurs missions de reconnaissance, dans le contexte du lancement des nouveaux plans de colonisation de l'intérieur favorisés par la Cédule royale

37. J. FONTANA, 1998, p. 56-58.

38. Sur la préparation, le déroulement, et l'échec de l'expédition de 1829, voir J. RUIZ DE GORDEJUELA, 2011.

39. MV 1837, p. 3-4.

40. Le traitement des relevés géodésiques effectués sur le terrain, croisés aux multiples croquis d'arpenteurs partiels existants, est confié à Alejo Helvecio Lanier, Manuel Antonio Medina, José María Oliva et Cristóbal Gallegos.

41. Ses membres, provenant principalement des académies militaires de Madrid, de Barcelone ou de l'étranger, avaient été formés aux techniques de précision de la levée cartographique et de la géodésie. Le corps avait activement participé à de nombreux travaux, de fortification et de tracé des chemins, en Nouvelle-Espagne notamment, avant d'être, pour certains d'entre eux, rapatriés dans les Antilles au moment des indépendances. On ne compte plus à Cuba que quelques membres du Corps national des ingénieurs dans les années 1810. H. CAPEL, 1988 ; *id.*, 1994 ; J. MUÑOZ MORALES, 2002 ; P. LUENGO GUTIÉRREZ, 2014.

de 1817⁴². Les deux ingénieurs militaires des commissions sont épaulés par les officiers d'infanterie Miranda et Valcourt, qui reçoivent la direction des opérations, respectivement pour la région occidentale et centrale. À l'image du flamand Valcourt, les états de service du colonel « espagnol américain » Joaquín Miranda y Madariaga parlaient en sa faveur pour mener à bien cette mission d'exploration, sur un terrain d'opération qui lui était familier. Natif de Nouvelle-Grenade, en 1788, cet officier avait lié son destin politique et sa carrière à la bannière du roi d'Espagne et de l'absolutisme, avant de débarquer, depuis la Péninsule, à Cuba en 1823, aux côtés de Vives. Il avait conduit plusieurs « incursions militaires », afin de sécuriser l'île contre les invasions étrangères, et venait en outre de s'illustrer dans une répression efficace menée contre les communautés de marronage (*palenques*) de la région de Vuelta Abajo⁴³. Ainsi, avant d'être dépêché dès le mois de juin 1825 dans le district de Santa Cruz de los Pinos pour effectuer les premiers relevés « scientifiques » des commissions statistiques, l'officier cartagénois avait déjà acquis une solide connaissance du terrain – et des planteurs et *hacendados* influents qui « tiennent » la région.

De la statistique locale des pedáneos aux tableaux du recensement

L'engagement de commissions militaires rompues au terrain devait permettre de contourner la défaillance et la désorganisation des informations pourtant régulièrement exigées auprès des « fonctionnaires » de la police locale. Les énergiques réformes de police lancées à partir de 1763 par le comte de Ricla avaient en effet conduit à l'installation de magistrats subalternes en charge de la surveillance, justice de conciliation et répression des délits ordinaires, ayant autorité sur de petites juridictions rurales (*partidos*) ou urbaines (*barrios*)⁴⁴. Ce maillage juridictionnel s'était progressivement étendu au fur et à mesure de la formidable expansion économique, sucrière notamment, que connaît l'île dans les années 1790, puis avec la création de nouveaux noyaux de colonisation intérieure, dans la région de Jaruco ou Cienfuegos notamment⁴⁵. Il atteignit tardivement les confins orientaux de l'île, à l'instar de la région d'Holguín (Figure 1), mais les relations entre La Havane

42. C. NARANJO OROVIO, 2004, p. 141 ; *id.* 2005.

43. Lettre adressée à Joaquín Miranda, 7 octobre 1823, AGI, Santo Domingo, leg. 1157, f°671v.

44. Sur l'ensemble des réformes militaires de la période, voir A. KUETHE, 1986. Sur la création des *comisarios de barrio* de La Havane (1763) et des *capitanes de partido* des campagnes (1765), aux lendemains de l'occupation anglaise de La Havane, puis les évolutions réglementaires de cette charge de police, voir J. B. AMORES CARREDANO, 2004 ; F. GODICHEAU, 2014 ; *id.*, à paraître.

45. C. NARANJO OROVIO, 2005 ; *id.*, p. 34-40. Sur les enjeux juridiques de la reconfiguration territoriale de l'île sous le règne de Charles IV, voir C. GARRIGA, 2006.

et ces juges de campagne pédanés (*pedáneos*) demeuraient encore lâches⁴⁶. Dans les années 1820, on compte une centaine de ces auxiliaires *pedáneos*, non rémunérés, généralement d'anciens militaires ou de petits propriétaires, souvent bien intégrés dans les sociétés locales⁴⁷.

Figure 1. *Le territoire des pédanés : les districts ruraux de la juridiction d'Holguín (1816)*



Source. « Carte topographique de la Juridiction de Holguín levée par son Lieutenant Gouverneur D. Francisco de Zayas, divisée en juridictions des Capitaines de Districts pour faciliter son gouvernement », ESPAÑA, MINISTERIO DE EDUCACIÓN, CULTURA Y DEPORTE, Archivo General de Indias, ES.41091.AGI/27.23//MP-SANTO DOMINGO.721

Depuis le règlement diffusé par le capitaine général Ezpeleta en 1786, les instructions qui sont régulièrement expédiées aux pédanés depuis La Havane précisent que «chaque capitaine [doit] envoyer chaque année un relevé exact [des habitants de sa juridiction], en précisant les classes, âges et sexes ; [ainsi que des] églises, fabriques et autres choses remarquables qui se trouvent sur

46. Sur la notion de justice locale et subalterne *pedánea*, initialement déléguée, dans l'esprit des réformes bourbonniennes, aux représentants des communautés d'habitants, voir D. BARRIERA, 2012; B. MARIN, 2012. Les magistrats *pedáneos* constituent au XVIII^e siècle et dans l'ensemble de la Monarchie, des auxiliaires de justice et de police.

47. J. B. AMORES CARREDANO, 2001, p. 318-333.

son territoire⁴⁸». Les capitaines de district (*capitanes de partidos*) doivent en outre consigner les statistiques vitales assorties des causes qui justifieraient les évolutions notables d'une année sur l'autre⁴⁹. Ces données, ainsi que les multiples observations météorologiques, topographiques et économiques sollicitées, doivent être rapportées dans un registre prévu à cet effet, transmis deux fois par an à la capitainerie générale⁵⁰. L'instruction aux *pedáneos* détaille en outre leurs missions de police et de surveillance des campagnes en rappelant qu'ils doivent réaliser une inspection régulière de la juridiction et effectuer un dénombrement annuel des habitants (*padrón general cada año*), mais également du type d'habitat, des propriétés et des récoltes, des animaux utilisés. L'assemblage, à La Havane, de ces *padrones* locaux doit permettre, en théorie, la constitution d'un *padrón general* de l'île annuel, afin de mettre à disposition du « gouvernement, au service du Roi et de la patrie » l'information locale nécessaire au bon gouvernement et, initialement, à l'organisation de milices en charge de la défense de l'île⁵¹. Plusieurs capitaines généraux, avant Vives, n'ont eu de cesse de rappeler les *pedáneos* à leurs obligations « administratives⁵² » – signe qu'il était encore bien difficile, depuis La Havane, de faire appliquer les normes de la « bonne police ».

Le recours à cette connaissance supposée fine de l'espace local pour recenser ne constitue pas une nouveauté en 1827. Ces petits magistrats de campagne avaient déjà été mobilisés pour le « premier recensement cubain » de 1774-1775, organisé par le capitaine général de la Torre, puis en 1778, en réponse aux instructions du Conseil des Indes⁵³. Les commissions n'allaient donc pas systématiquement procéder à des opérations directes de dénombrement, maison

48. En 1816, le capitaine général Cienfuegos reprend le texte de 1786 pour diffuser une « Instruction générale », qui rappelait en une quarantaine d'articles, les multiples attributions de police de ces dépositaires de l'autorité publique. *Instrucción general para los capitanes...*, 1816, AGI, Ultramar, leg. 107, n° 13. Une spécificité cubaine réside dans la dépendance croissante de ces petits magistrats avec la capitainerie générale et une « militarisation » de leur activité de police dans les campagnes, au service de la poursuite des déserteurs et des esclaves marrons. Il s'agissait ainsi, comme l'a montré François Godicheau, d'affirmer la primauté de la justice royale (dont le capitaine général est le dépositaire, surtout après 1825 et ses facultés *omni-motas*) sur les autres formes de juridictions civiles (municipales notamment) ou ecclésiastiques.

49. Cela n'était d'ailleurs pas sans poser de multiples problèmes, car le découpage paroissial ne se superposait pas à celui des *partidos*.

50. L'article 31 des instructions de 1816 exige des relevés climatiques, des pluies exceptionnelles, et de l'état des récoltes du district, afin d'établir chaque semestre un « état général de l'île », exigé par le Roi, afin que « Sa Majesté se fasse une idée claire de l'état de prospérité ou de misère de ses vassaux ».

51. Sur le statut de l'information collectée par les *comisarios de barrio* de La Havane, voir F. GODICHEAU, à paraître.

52. Dans le contexte d'incertitude qui suit 1808, Juan Luis de Apodaca, fraîchement débarqué à La Havane en avril 1812, avait instamment rappelé aux *capitanes de partido* l'obligation annuelle de faire parvenir à La Havane les listes et tableaux de résidents (*moradores*) et des propriétés (*fincas*), dans l'ensemble des *partidos* et *barrios* de l'île. AGI, Cuba, leg. 1834.

53. J. PÉREZ DE LA RIVA, 1977b ; P. MATOS & P. SILVEIRA E SOUSA, 2015.

par maison, plantation par plantation. C'est tout d'abord en consultant les listes et tableaux établis par les juges de campagne que les commissions d'enquête allaient travailler, « rectifiant eux-mêmes avec les capitaines de district [*capitanes de partido*] toutes les informations⁵⁴ ». Leur rôle ne se limitait d'ailleurs pas seulement à l'estimation quantitative des habitants : il était également essentiel dans la catégorisation des personnes présentes sur leur juridiction⁵⁵. C'est en effet le *pedáneo* qui opère, sans doute à partir des déclarations des chefs de famille, du clergé et des administrateurs de plantation, et en relation avec les autorités municipales lorsqu'elles sont établies, le classement des données numériques recueillies lors de ses tournées dans la nomenclature raciale de la société cubaine. Celle-ci repose alors sur une distinction entre les « castes » ou « classes⁵⁶ » de « Blancs » (*blancos*), « Mulâtres » (*pardos*), et « Noirs » (*morenos*), en distinguant les « conditions » de libre ou d'esclave. On sait bien peu de choses sur la manière dont s'opérait concrètement cette activité de dénombrement et de classification⁵⁷, initialement liée à l'organisation des bataillons de milices de couleur armés aux lendemains de l'occupation britannique⁵⁸. Il ne fait pas de doute, toutefois, qu'elle faisait constamment l'objet de multiples négociations, alors que le statut de chacun, dans cette société esclavagiste d'ordres et de fors (*fueros*), détermine l'accès aux tribunaux, aux emplois et aux alliances matrimoniales autorisées ou légitimes⁵⁹. Pour les créoles, les mulâtres, les esclaves affranchis et leurs descendances, la désignation dans les « écritures publiques » revêt ainsi un enjeu crucial, mais qui se joue davantage dans les registres des notaires, des curés et des greffiers de justice que dans les tableaux numériques du *padrón* et des recensements⁶⁰. La nomenclature officielle de ces derniers ne faisait ainsi que reprendre les « trois classes et cinq conditions » selon lesquelles, depuis le début du siècle, s'était stabilisé l'enregistrement local des *pedáneos* dans les tableaux synthétiques qu'ils faisaient parvenir, avec plus ou moins de zèle, à la capitainerie générale⁶¹. Les esclaves saisis sur les navires de contrebande et placés – en principe – sous l'autorité et

54. CE 1827, p. 138.

55. En Péninsule, les *padrones* annuels établis par les *alcaldes de barrio* ou les magistrats municipaux consistaient généralement en des listes nominales de *vecinos* – chefs de famille jouissant du droit de résidence et participant aux charges municipales – où l'on précisait la taille du foyer et les relations de parenté entre ses membres. Il semble qu'à Cuba, on ait précocément introduit le dénombrement numérique. Il y aurait donc lieu de chercher les traces de la « révolution symbolique » du « dénombrement par tête », analysée pour la France par Éric Brian à partir des travaux de Vauban et dans le cas des colonies canadiennes, dans cette partie stratégique de l'empire espagnol au milieu du XVIII^e siècle. E. BRIAN, 1994.

56. Les deux expressions sont alors bien souvent indistinctement utilisées.

57. Une exception, pour la fin du XVIII^e siècle, dans M. A. MERIÑO FUENTES & A. PERERA DÍAZ, 2015.

58. A. KUETHE, 1986.

59. V. MARTINEZ-ALIER, 1974 ; K. Y. MORRISON, 2015. Pour le cas de Porto Rico, voir M. C. BAERGA, 2015.

60. R. SCOTT & J. HÉBRARD, 2007.

61. M. AGUILERA, 2015, p. 46-47.

la protection du gouvernement (*emancipados*)⁶² ne sont alors pas distingués des « libres de couleur », et l'on enregistre probablement comme *blancos* tous ceux dont la réputation et l'influence suffisent à gommer les macules d'un sang métissé. Jusqu'en 1846, on ne distingue généralement pas les « Blancs » selon leurs origines nationales. Dans cette catégorie, on précise alors rarement, sur le papier, hormis dans la capitale, la distinction entre « Espagnols » insulaires (*cubanos*) et péninsulaires⁶³.

Les tables numériques gommant ainsi très largement les multiples interactions sociales locales qui président à la catégorisation de chacun dans la société raciale et esclavagiste. Les ingénieurs militaires du recensement n'ont d'ailleurs pas cherché à formaliser ces règles locales de l'identification, déléguant ainsi, de fait, aux curés et aux auxiliaires de police la tâche de l'assignation identitaire. Les commissions du recensement, en 1825 comme quinze ans plus tard, étaient ainsi destinées à compiler des sources locales en vue d'une agrégation de données dans les bureaux havanais.

De la statistique générale au recensement de population

C'est en 1841 que l'administration coloniale procède, en s'appuyant sur l'expérience des commissions Vives, à un nouveau recensement de la *Siempre fiel Isla de Cuba*⁶⁴. Corollaire des travaux cartographiques en 1827, le volet démographique de l'enquête occupe en revanche une place prépondérante en 1841, et le « recensement » fait l'objet d'une publication propre⁶⁵. Question d'économie de moyens dans l'opération, certes : ni à Madrid, ni à La Havane, on n'entend engager de coûteuses opérations de « statistique générale » sur le modèle des commissions Vives⁶⁶ – signe également que les données strictement démographiques s'autonomisent vis-à-vis de l'inventaire exhaustif des « choses de l'État ». Depuis la fin des années 1830, on presse d'ailleurs le gouvernement de mettre à disposition du « public » de nouvelles séries démographiques⁶⁷. Les commissions du recensement sont finalement désignées en juillet 1840 par le capitaine général Anglona, et c'est l'ingénieur colonel Manuel Pastor qui reçoit la direction des opérations, placées sous le signe de la continuité avec « l'essai⁶⁸ » de 1827 :

62. I. ROLDAN DE MONTAUD, 1982.

63. C'est d'ailleurs à l'issue de la publication du recensement de 1841 que l'on recommande à la nouvelle commission de statistique, depuis Madrid, de distinguer dans les publications officielles les *cubanos* des *peninsulares*. Sur ce point, je renvoie à M. AGUILERA, 2015, p. 48.

64. Quelques années auparavant, le gouverneur de Porto Rico avait également procédé à un dénombrement de l'ensemble des juridictions sous son autorité.

65. *Resumen del censo de población...*, 1842 (dorénavant RC 1841).

66. *Real Orden* du 23 octobre 1838, cité par J. M. ZAMORA Y CORONADO, 1845, p. 185.

67. L'initiative revient au capitaine général Miguel Tacón, à la fin de son mandat. *Relación del Gobierno Superior...*, p. 21.

68. L'expression est de Tacón : le recensement de 1827, « réalisé pour la première fois, ne fut pas autre chose qu'un essai », *id.*

«[...] plusieurs chefs et officiers qui sont intervenus dans la formation de l'actuel Recensement sont les mêmes qui formèrent celui de 1827 ; à cette époque le Recensement de population était un objet quasiment secondaire de la commission, car le premier objectif était la formation de la Carte topographique de l'Île et sa Statistique ; alors qu'aujourd'hui, en plus de l'expérience [...] acquise en ce temps-là [...], l'objet exclusif et unique a été la vérification de la population effective, distingué de tout autre objet, car c'est ainsi que l'Autorité Suprême l'avait estimé opportun, afin d'accroître les chances de succès et la rapidité de l'opération, sans négliger de répondre prochainement à ces autres objectifs, non moins importants⁶⁹».

Si comme en 1827 le recensement ne prétend pas acquérir des données de portée fiscale⁷⁰, la commission du recensement n'entend pas non plus répondre aux nombreuses sollicitations savantes, qui ambitionnent de faire des commissions d'enquête de véritables expéditions scientifiques⁷¹. Le modèle de statistique générale suggéré par la *Real Sociedad Economica de Amigos del País* de La Havane à la fin de l'année 1838, sur le modèle d'une « nation voisine », illustre toutefois le malentendu entre les préoccupations strictement démographiques des ingénieurs militaires et l'idéal compilatoire et exhaustif de la société savante⁷². Le géographe et naturaliste Felipe Poey, pressenti pour prendre la tête du musée de l'université de La Havane et désireux d'en étoffer les collections⁷³, avait d'ailleurs soumis à Valcourt le protocole d'une ambitieuse collecte de données :

« Il serait souhaitable que les Messieurs de la Commission [de Statistique] tirent profit des connaissances privées des personnes les plus aptes qu'ils rencontrent, pour compléter la liste alphabétique des noms communs d'oiseaux, de poissons et de plantes, d'insectes [...]. Les détails historiques que l'on pourrait adjoindre à ces noms ne sont pas non plus à négliger [...] et pour faciliter le travail [...] on pourrait les consigner sous forme d'un journal, tenu seulement de manière chronologique, en terminant chaque article par le nom de la personne qui les aurait donnés et son lieu de résidence : tout cela pourrait ensuite être facilement mis au propre au retour du voyage⁷⁴ ».

69. RC 1841, p. 5.

70. La fiscalité cubaine reposant sur un système de contributions indirectes, le recensement numérique de la population ne pouvait fournir à lui seul une base de réforme fiscale. Voir N. FERNÁNDEZ DE PINEDO, 2002, p. 171-189. L'intendant Claudio Martínez de Pinillos avait d'ailleurs entrepris en 1833 l'élaboration d'une « Statistique fiscale », convaincu qu'il n'y avait « rien d'utile [dans le Tableau de 1827] pour entreprendre une réforme des contributions », AHN, Ultramar, leg. 4601, exp. 54. Les relations de la *Hacienda* cubaine avec le Trésor métropolitain avaient été bouleversées depuis 1825, dans le sens d'une mise sous tutelle croissante. En cette période de guerre civile en Péninsule, les finances coloniales sont désormais très largement mises à contribution pour soutenir l'effort de guerre des troupes isabélines contre l'armée carliste. Un premier recensement a semble-t-il été programmé par Madrid, en 1838, mais ne peut aboutir, peut-être en raison des oppositions que rencontre le projet, alors que l'oligarchie créole obtient le renvoi du capitaine général Tacón.

71. Lettre du directeur du *Museo de la Sociedad Patriótica* à J. Valcourt, 8 août 1838, *Biblioteca Nacional de Cuba* (dorénavant BNC), C.M., Sociedad, t. 39, n° 3 (IX).

72. *Memorias de la Sociedad Patriótica*..., 1838, p. 444.

73. A. GARCÍA GONZÁLEZ, 2010, p. 320-322.

74. Lettre de Felipe Poey, 8 août 1838, BNC, C.M., Sociedad, t. 39, n° 3 (IX).

Dans les rangs des savants créoles, on souhaite alors contribuer par la collecte empirique à l'écriture d'une *historia patria* rendant compte de la diversité des milieux, des richesses et des *voces provinciales*⁷⁵. C'est finalement un programme d'enquête beaucoup plus resserré qui est choisi par l'ingénieur Pastor en juillet 1840. Ni expédition scientifique, ni enquête fiscale, le recensement doit permettre d'« obtenir avec exactitude le nombre d'habitants qui résident en chaque point de l'Ile⁷⁶ », tout en proposant une classification sommaire des établissements agricoles. Les commissions d'enquête sont invitées à utiliser deux formulaires pour consigner leurs relevés, selon le type d'espace recensé. Le premier pour les zones d'habitat regroupé (*poblaciones*), sur lequel doivent figurer « de manière nominale le seul chef de famille, puis en suivant, de manière numérique, le reste de la famille, selon le sexe et les âges correspondants ». Le second est destiné à « classer toute sorte de possession agricole ». Malgré les précautions réitérées par la commission centrale sur la limitation de la portée fiscale de l'enquête, les données à collecter dans les plantations ne pouvaient que susciter la méfiance des planteurs, puisque doit être inscrit « de manière nominale le propriétaire, administrateur ou fermier, résidant sur celles-ci ». Enfin, les commissions sont invitées à prendre une « connaissance exacte » des « dotations », en main-d'œuvre servile ou dépendante (*dotaciones personales, agregados*)⁷⁷. Les esclaves agricoles, réduits au statut de marchandise, doivent ainsi être inscrits sur le deuxième formulaire. L'ensemble des données démographiques collectées devait s'organiser « selon la séparation correspondante de castes et conditions ». Le recensement organisé par les militaires allait ainsi procéder à une nouvelle mesure de l'« équilibre des races », qui s'était imposé comme une préoccupation récurrente depuis près d'un demi-siècle⁷⁸. Les résultats du précédent « recensement » avaient nettement démontré que la traite négrière s'était largement poursuivie, au mépris des règles internationales et des pressions britanniques. Pour les autorités espagnoles et l'oligarchie sucrière cependant, un *ratio* entre les populations « blanche » et « de couleur » ne dépassant pas les 60 % de population « de couleur » ne remet pas en cause la sécurité de l'île, en limitant les possibilités de révoltes d'esclaves ou de « libres de couleur⁷⁹ ». « L'argument démographique » avait déjà été largement mobilisé, chiffres à l'appui⁸⁰, par les plus fervents partisans du modèle de la monoculture agricole basée sur l'essor sucrier, regroupés dans les années 1790 autour du *Real Consulado* des planteurs et des marchands afin de négocier avec Madrid la libéralisation du commerce d'esclaves⁸¹. Mais entretemps, des

75. C. SCHMIDT-NOWARA, 2006.

76. RC 1841, p. 3.

77. *Ibid.*, article 3.

78. C. NARANJO OROVIO, 2004, p. 165-177 ; A. FERRER, 2003 ; *id.*, 2004, p. 206-210.

79. R. DE LA SAGRA, 1844.

80. A. DEL VALLE HERNANDEZ, 1800 ; *id.*, 1814.

81. J. PÉREZ DE LA RIVA, 1977a ; M. ZEUSKE, 2009.

voix s'étaient élevées dans les rangs de l'élite créole « réformiste⁸² », soucieuse d'encourager des projets d'immigration de main-d'œuvre « blanche » et parfois même partisane d'une abolition progressive d'un esclavage jugé corrupteur des mœurs de l'ensemble de la « nation cubaine⁸³ ».

À l'heure de la transition négociée avec l'Ancien Régime de l'autre coté de l'Atlantique, deux tentatives de « recensement général », dans le cadre d'un nouveau découpage provincial, avaient dû être ajournées, en 1835 et en 1837, malgré la diffusion auprès des autorités provinciales d'un ambitieux plan de collecte de données démographiques. La guerre carliste, la désorganisation administrative et la mauvaise volonté des oligarchies municipales ont eu raison de « l'enthousiasme statistique » des réformateurs madrilènes. En terrain colonial, en revanche, le « recensement » est devenu une affaire d'État, confiée à un petit groupe d'« experts » militaires déployés sur le terrain à la conquête des données.

2. L'acquisition d'une « connaissance pratique du territoire »

Une statistique de « plein air »

Entre 1825 et 1828, c'est en étant « disséminées sur la majeure partie du territoire de cette île » que « plusieurs commissions de chefs et d'officiers » ont pu « acquérir par elles-mêmes [...] les données de statistique topographique et descriptive qui étaient nécessaires pour ce grand travail⁸⁴ ». Cette « méthode » de collecte ambulatoire des données⁸⁵ constitue en elle-même une prouesse, ce que ne manquent pas de rappeler, en 1829, les rédacteurs du prologue du *Cuadro estadístico* :

« On ignore la méthode employée pour recueillir les premiers éléments qui ont servi à la formation du recensement de l'année 1817, mais pour l'actuel, des chefs et officiers ont été envoyés dans les Départements Occidental et du Centre, et se sont occupés spécialement de la Statistique et de la reconnaissance du pays, parcourant tous les *pueblos* et *partidos* ruraux [...], ne s'épargnant aucune fatigue et utilisant

82. K. GHORBAL, 2009.

83. C'est la ligne suivie notamment par Domingo del Monte et de José Antonio Saco, dénonçant les funestes effets de « l'institution particulière » – sans s'opposer à l'esclavage en tant que tel – en commentant dans leur revue, en 1832, les résultats du recensement brésilien : « Lisez, compatriotes, lisez l'histoire de l'avenir dans les recensements (*padrones*) que nous soumettons à votre examen, et après les avoir médités avec l'attention qu'ils méritent, dites-nous si vous n'entendez pas les plaintes profondes de la patrie agonisante [...] et [l'annonce] de la catastrophe générale de l'Archipel américain », *Revista Bimestre Cubana*, t. 3, n° 7, 30 juin 1832, p. 220.

84. CE 1829, p. 3.

85. Le terme de « recherche de plein air » renvoie pour Kapil Raj à des « pratiques de connaissance impliquant nécessairement des négociations entre des spécialistes et d'autres groupes hétérogènes » dans les processus « d'élaboration et de certification ». K. RAJ, 2007, p. 14.

tous les moyens pour obtenir, sinon un résultat entièrement exact, du moins le plus proche de la vérité⁸⁶».

Seules les juridictions occidentales et centrales de l'île ont été arpentées de manière systématique⁸⁷. Pour le Département oriental, on se contente des informations recueillies, depuis Santiago de Cuba, auprès des autorités locales, sur un territoire aux délimitations administratives encore imprécises⁸⁸. Les officiers enquêteurs ont décrit dans leurs comptes rendus l'extrême difficulté de ces longues missions, rappelant inlassablement les rigueurs climatiques et topographiques ainsi que l'insuffisance du réseau de communication⁸⁹. La région occidentale – le foyer du complexe agro-industriel sucrier – prise en charge par Miranda constitue alors un espace mieux maîtrisé, si bien que le travail de la commission de Miranda peut s'organiser selon une démarche « méthodique » et « progressive »⁹⁰. Dans le Département central, Valcourt travaille sur de larges espaces peu intégrés, et les confins orientaux ne peuvent pas faire l'objet d'une incursion systématique⁹¹. L'hospitalité des propriétaires, des fermiers et des administrateurs de plantation permet à Valcourt et ses hommes de traverser des zones qu'il décrit comme dangereuses, soumises, le long des côtes, aux « maraudeurs », et dans l'intérieur aux esclaves marrons⁹². Dans ces conditions, les itinéraires anciens à disposition de l'armée ne suffisent pas pour organiser la progression des commissions. Valcourt mentionne la mise à contribution permanente de « connaissances pratiques » locales, tout au long du processus d'arpentage du territoire et du dénombrement de ses habitants :

« Dans toutes les *haciendas* dans lesquelles je m'arrêtais ou séjournais pour la nuit, je profitais des connaissances pratiques de ses habitants, ou d'autres que me fournissaient les juges pédanés, afin d'obtenir les détails les plus précis sur les routes que je devais emprunter le lendemain [...], les altitudes et les cours d'eau [...], leur

86. CE 1829, p. 138.

87. Dans les développements qui suivent, je centrerai davantage mon propos sur les modes d'élaboration des données « statistiques ». Pour de plus amples précisions sur les travaux géodésiques et géographiques des commissions Vives, on se reportera à F. NADAL, 1989 ; C. VENEGAS FORNIAS, 2007.

88. Quelques décennies plus tard, le directeur par interim de la commission de division territoriale résumait ainsi le mode de collecte de données utilisé pour la Statistique du Département oriental en 1827 : « il avait été décidé de recommander à tous les Fonctionnaires et Subalternes de fournir autant de données, croquis, itinéraires et informations qu'ils pouvaient acquérir », E. PICHARDO, 1854, p. XL.

89. MV 1837, p. 11.

90. *Memoria economo-política sobre el ensayo estadístico de la Provincia de la Habana, leído a la Junta General de auxilios en 16 de marzo de 1827, por el Coronel de Infantería D. Joaquín de Miranda y Madariaga*, AGI, Santo Domingo, 1157, f°744r.

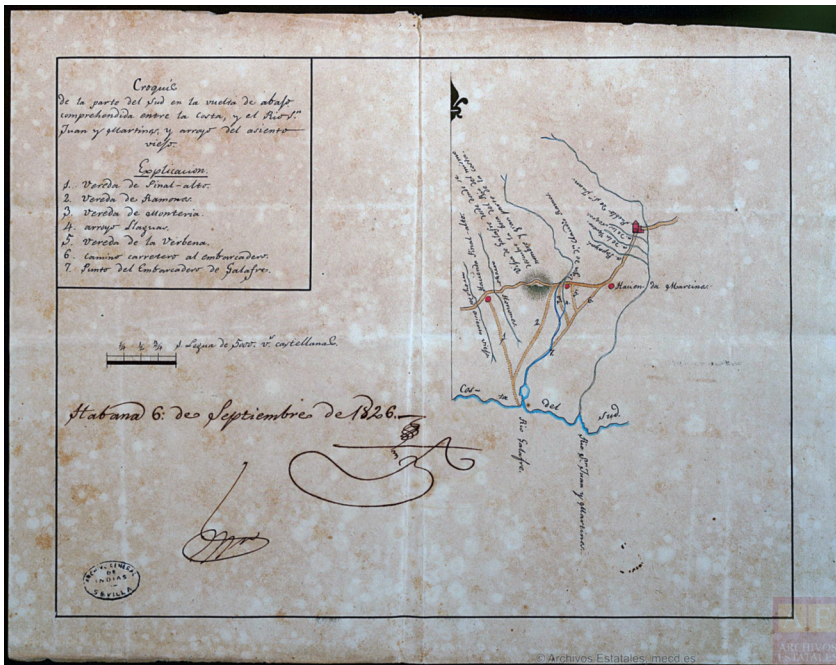
91. C'est pour cette raison que la Carte de 1835, explique Valcourt, ne peut être tenue comme une carte strictement « géodésique », mais « seulement géographique ». De nombreuses parties du territoire n'ont en effet pas fait l'objet de relevés géodésiques de triangulation. MV 1837, p. 8.

92. *Ibid.*, note 3, p. 49.

origine [...], les distances partielles entre chaque objet etc., autant de données qui étaient ensuite comparées entre elles et rectifiées par mes soins⁹³».

En sus des relevés géodésiques inédits effectués sur le terrain par les topographes de l'armée et les arpenteurs locaux, les commissions ont largement contribué à centraliser une documentation existante, qui reposait dans les archives personnelles des maires, des arpenteurs ou des planteurs. La copie et l'achat des plans existants – notamment ceux de propriétés établis par les arpenteurs à l'occasion des conflits récurrents entre *hacendados* et municipalités⁹⁴ – complètent ainsi la réalisation *in situ* de nouveaux croquis.

Figure 2. Croquis de terrain établi par l'ingénieur militaire Manuel Castilla, membre de la commission de statistique et de topographie du Département occidental, septembre 1826



Source. ESPAÑA, MINISTERIO DE EDUCACIÓN, CULTURA Y DEPORTE, Archivo General de Indias, ES.41091. AGI/27.23//MP-SANTO_DOMINGO,763.

Les itinéraires et la cartographie de régions encore mal connues s'élaborent ainsi progressivement, à partir d'un travail foisonnant de collecte coordonné par les chefs de commissions, qui s'appuient sur de multiples auxiliaires locaux

93. *Ibid.*, p. 54.

94. I. BALBOA NAVARRO, 2013, p. 193-230.

(officiers et soldats de l'armée, arpenteurs publics). Le chef de commission assure ainsi un rôle d'intermédiaire entre les petites mains de l'expédition et les bureaux havanais⁹⁵. Miranda et Valcourt agissent ainsi en « bureaucrates ambulants⁹⁶ », ayant autorité sur des groupes d'agents aux contours fluides⁹⁷, qui participent sous leur autorité à une collecte documentaire et de mesures de grande ampleur. Le Cartagénais ne manque d'ailleurs pas de rappeler à son « vénérable général » la masse de documentation qu'il doit recevoir, examiner, et, le cas échéant, corriger, avant de l'expédier à La Havane :

« Je n'ai pas assez de mains ni de temps pour traiter l'immense correspondance qui m'arrive, de statistique, de topographie et des trois sections, et j'aurai besoin d'aide à San Antonio et Guanajay, où je mettrai en mouvement ou à la plume les officiers et les sergents⁹⁸. ».

Figure 3. *Parcours de Joaquín Miranda y Madariaga, chef de la commission de statistique de la région occidentale (juin 1825-juillet 1826)*



Source. Élaboration propre, à partir d'un fond de carte (modifié) de L. PÉREZ JR., 2001, p. 2.

95. Lettre de Miranda à Vives, 12 mai 1826, AGI, Cuba, leg. 2106, n° 52.

96. Je reprends ici l'expression suggestive forgée par Andrés Estefane à propos des fonctionnaires de la statistique chilienne au tournant des années 1850. A. ESTEFANE, 2012.

97. Le terme de « commissions » a sans doute été employé *a posteriori*, au retour du terrain, pour renforcer la dimension officielle des travaux des *comisionados* Valcourt et Miranda.

98. Lettre de Miranda à Vives, 26 avril 1826, AGI, Cuba, leg. 2106.

Tableau 1. *Lieux de séjour de Miranda y Madariaga*

<i>Lieux de séjour de Miranda y Madariaga</i>	<i>Date *</i>	<i>Travaux effectués, documentation collectée</i>	<i>Relais de l'enquête mentionnés (militaires, arpenteurs, autorités locales, vecinos)</i>
1. Santa Cruz de los Pinos	Juin 1825	Statistique de Santa Cruz de los Pinos	
2. Guanajay	14 septembre 1825	Incursions militaires	
3. Province de La Havane	14 novembre 1825	Statistique de la province de La Havane, à partir du modèle établi pour Santa Cruz	Ventura Ferrer a fourni des informations sur le nombre d'haciendas
?	Mars 1826	Statistique de Pinar del Río, Bejucal, Santiago, Guira de Melena	Candido Peñalver (arpenteur?)
4. Baños de San Diego	21 avril 1826		Capitaine de district de Guira de Melena Sr. Figueroa (?) est chargé de corriger les données démographiques de Pinar del Río
5. Puercos Gordos	12 mai 1826		
6. Puerta La Güira	28 mai 1826	Santa Cruz de los Pinos (corrections), Guanajay, San Marcos, Isla de Pinos	
7. San Antonio	17 juillet 1826		Rafael Vicaña a mis à disposition de la commission sa maison

Données. AGI, Cuba, 2106 ; AGI, Santo Domingo, 1157.

* Il s'agit de la date du courrier rédigé par Miranda à l'attention du capitaine général, et non celle des travaux dont le chef de commission rend compte.

Tout en collectant une documentation disparate, les enquêteurs militaires assurent leur codage et leur accréditation. Valcourt est prolixe sur les « tactiques » utilisées pour assurer la conversion des multiples unités de mesure régionales en *legua* de Castille⁹⁹. Miranda a pris soin, sans doute à partir des résultats du recensement de 1817, de déceler les incohérences des relevés démographiques qui lui parviennent, ordonnant au besoin de nouvelles enquêtes auprès des municipalités¹⁰⁰. Le Tableau statistique de 1829 résulte ainsi d'un long processus de collecte empirique, de vérification (par croisement

99. MV 1837, p. 52-54.

100. C'est ce qui se produit dans le cas de Pinar del Río, voir lettre de Miranda à Vives, 21 avril 1826, AGI, Cuba, 2106.

documentaire ou enquête *in situ*, nous y reviendrons) et d'assemblage. Comme le résume une décennie plus tard le colonel Valcourt :

« Bien que les travaux préparatoires aient partiellement commencé au milieu de l'année 1824, les commissions se mirent en mouvement en mars et avril de l'année suivante pour entreprendre les tâches qu'on leur avait confiées : celles-ci se sont en général prolongées jusqu'à la fin du mois d'août 1828. Les fatigues champêtres achevées, on réunit alors les éléments qui devaient servir à la formation de la carte géographique et de la statistique, dans chaque section établie à cet effet au palais sous les ordres immédiats de Son Excellence : là, s'agglomérèrent tous les travaux des commissaires et tous les autres matériaux que l'on avait pu acquérir [...], c'est là que l'on retrouvait la partie de mes travaux que j'avais pu mettre au propre pendant les plus rigoureuses saisons des pluies durant lesquelles il était impossible d'opérer sur le terrain [...] ¹⁰¹ ».

L'enquête de terrain s'insère également dans le temps des manœuvres militaires. Avant de se faire enquêteur, le colonel Miranda a reçu au cours de l'été 1825 le commandement de la colonne mobile de Vuelta Abajo, composée de près de 1 500 hommes d'artillerie et de cavalerie¹⁰². Il avait déjà très largement parcouru la région de Vuelta Abajo, cette fois-ci dans le cadre de missions de police, en appliquant une justice expéditive aux rebelles à l'ordre de la plantation¹⁰³. Le capitaine général venait en outre de publier un règlement pour la constitution de sept « escadrons de cavalerie de Ferdinand VII¹⁰⁴ », et confiait au Cartagénéis le recrutement de ces milices rurales dans la région¹⁰⁵. Les visites de terrain sont ainsi pour l'officier un moyen d'éprouver la fidélité locale des habitants à la cause espagnole et, le cas échéant, de monter des bataillons de « *buena gente* » et « *de confianza* » destinés à discipliner la société rurale. La traversée des localités pour les besoins de l'enquête a en outre conduit à consolider le lien hiérarchique avec les *capitanes de partido*, confirmant leur rôle de délégués du capitaine général dans des campagnes jusqu'alors peu contrôlées, et confortant leur statut de représentants de l'ordre colonial. En juillet 1826, le *teniente coronel* Clemente Delgado, *oficial dependiente* de la *sección* de Miranda, est dépêché sur l'île de Pinos, avec une double mission : corriger les tableaux statistiques jugés inexacts, mais également « installer des autorités », *alcaldes mayores*

101. MV 1837, p. 14.

102. AGI, Cuba, leg. 2106.

103. À l'issue d'une mission de répression du marronnage pour laquelle il parcourt « tous les districts » de la région de San Marcos, il adresse un rapport à Vives sur « l'insécurité » que font régner les « esclaves en fuite », et sur les troubles occasionnés aux habitants de San Marcos et Callabajos. C'est à partir des informations de Miranda que Vives s'adresse à la députation provinciale, le 7 octobre 1823, en dénonçant la « fausse philanthropie des sociétés établies en Europe, [qui] ont pu entrer directement en contact avec ces esclaves en fuite ». ANC, GSC, leg. 625, exp. 19876, f°22-24.

104. F. GODICHEAU, 2014.

105. Je n'ai pas retrouvé un mandat explicite, mais la correspondance de Miranda avec Vives mentionne à de multiples reprises l'état des forces disponibles pour la constitution de ces milices.

et *capitanes de partido*¹⁰⁶. Le parcours de Miranda au cours de l'expédition est d'ailleurs souvent l'occasion d'établir des liens directs avec ces auxiliaires de justice et, parfois, de les armer¹⁰⁷.

Quinze ans plus tard, les nouvelles « commissions du recensement » initialement pilotées par Manuel Pastor à partir de l'automne 1840 reçoivent des instructions plus précises, qui circonscrivent la « statistique » à son champ démographique. Là encore, la collecte des données numériques ne peut toutefois se passer d'un parcours méthodique du territoire insulaire ni du recours aux personnes qui comptent pour accréditer l'information recueillie. Aucune archive de ces commissions ne nous est connue à ce jour. On doit s'en tenir aux comptes rendus, extrêmement succincts, rédigés par les chefs de commission en introduction au volume publié des résultats. C'est en tout cas là encore en parcourant « personnellement » le territoire, que les trois chefs de section et leurs auxiliaires ont procédé à la collecte, la vérification et l'agrégation des chiffres locaux de population. L'ingénieur militaire qui préside la commission centrale du recensement doit, au début de l'année 1841, justifier l'allongement de la durée du recensement par les caractères d'un territoire difficilement maîtrisable par quelques officiers, aussi expérimentés¹⁰⁸ soient-ils :

« étant donné les grandes étendues que comprend chaque Département, le caractère dispersé des localités, la dissémination des propriétés et des hameaux dans les districts ruraux, la nature et piètre qualité des chemins, qui ralentissent considérablement les marches, il faut encore compter au moins une année pour l'acquisition des données restantes, leur compilation et l'élaboration du recensement¹⁰⁹ ».

106. Lettre de Miranda à Vives, 17 juillet 1826, *Columna movil de la Vuelta Abajo, julio-agosto 1826*, AGI, Cuba, 2106.

107. « Plusieurs Capitaines de district m'ont consulté à propos des instructions qu'ils doivent appliquer avec les *vecinos* qui ne participent pas au service de la ronde, afin de les condamner en application de votre circulaire du 4 février dernier », informe Miranda au capitaine général, en mai 1826. AGI, Cuba, 2106, n° 67, 14 mai 1826.

108. Voir le récit de Valcourt, en 1841 : « De tels travaux dans cette Île ne me sont pas étrangers, pour en avoir déjà reçu la charge, à l'occasion de la formation de la Statistique de l'année 1827, et celle entamée en 1838. J'ai donc pu dans ce dernier travail m'appuyer sur tous les moyens déjà connus qui pouvaient me conduire au meilleur résultat, compte tenu des circonstances du territoire et de ses habitants [...] ; les difficultés et obstacles rencontrés dans ce travail se présentent toujours, même dans les pays les plus civilisés, peuplés et sages du monde, ils sont rendus encore plus difficiles dans celui-ci par le caractère dispersé et mobile de sa population, son caractère particulier, et l'indépendance de son mode de vie », *Departamento Oriental - Del coronel Valcourt*, RC 1841, p. 18.

109. Compte rendu des opérations du recensement de 1841 adressé par Manuel Pastor au capitaine général Pedro Tellez de Girón, Príncipe de Anglona, janvier 1841, ANC, ROC, leg. 161, n° 49, f°2r.

Figure 4. *Le temps du recensement : la progression du recensement des trois Départements militaires (1840-1842)*



Source. Élaboration propre d'après RC 1841, p. 23.

Note. En l'absence d'une cartographie d'époque du découpage en vigueur en 1840, les limites de chaque juridiction ont été approximativement tracées à partir de la carte postérieure de José María de la Torre (1850), corrigée à partir des listes de districts de chaque juridiction établies par les rédacteurs du recensement de 1841.

« Toutes les Autorités, ainsi que nombre de personnes respectables du pays ont coopéré »

Les commissions d'enquête ont bien eu recours à une méthode hybride¹¹⁰, résultat de choix tout autant que de contraintes. La « sortie sur le terrain » s'avère un complément indispensable au lien à distance, tout en ne permettant pas l'entreprise d'un « recensement » simultané, exhaustif et uniforme de l'île. Le colonel Valcourt souligne le caractère décisif des « circulaires spéciales aux juges pédanés » adressées depuis La Havane par Vives pour encourager la collaboration au dénombrement de 1827¹¹¹. C'est bien parce qu'ils ont été, tout du long, des maillons essentiels de la collecte des données, complétant l'expertise « scientifique » des ingénieurs et des arpenteurs par une « connaissance pratique » locale :

110. Comme le suggère Christian Topalov, c'est d'ailleurs le propre de bon nombre d'enquêtes, « privées » ou « publiques », tout au long du XIX^e siècle, de mêler (selon des degrés variables) « l'enquête par documents », à l'observation directe et à la consultation des « autorités » soigneusement choisies. C. TOPALOV, 2015, p. 400-409.

111. MV 1837, p. 12.

« Son Excellence Sr. Capitaine général aurait pu choisir deux des meilleurs arpenteurs pour m'aider, de concert avec les officier déjà nommés ; mais cela ne correspondait pas aux plus strictes économies que l'on s'était proposé [...] ; Son Excellence décida donc de compenser le manque de collaborateurs pour la partie scientifique, par d'autres qui, par leurs grandes pratique et connaissances du pays purent m'être aussi utiles, voire davantage, dans les reconnaissances des terrains dépeuplés et des côtes ; on adressa alors des circulaires spéciales (en plus de celles qui avaient été adressées aux principales autorités, civiles et militaires de tous les districts), aux juges pédanés ou capitaines de districts ruraux, en leur recommandant [...] qu'ils me prêtent toute l'assistance [...] dont je pouvais avoir besoin pour remplir ma commission¹¹² ».

Si les *pedáneos* ont pu être d'un secours utile pour les relevés topographiques, ils ont constitué la base du dénombrement des habitants des quelques 178 districts qu'ont recensés les commissions de 1827, et des 279 officialisés par les commissions du recensement de 1841.

Il semble toutefois que les commissions d'enquête se sont heurtées à l'absence de culture bureaucratique de cette petite police de proximité. Au cours du mois de juin 1825, dans la région de Pinar del Río, le colonel Miranda comprend rapidement qu'il ne peut compter sur les archives locales des capitaines pour mener à bien sa « délicate commission », constatant un « douloureux état d'ignorance [...] quant à la topographie et la statistique¹¹³ ». C'est face à la défaillance des registres des pédanés qu'il entreprend sa propre « expérimentation » statistique, prenant le district de Santo Cruz de los Pinos comme banc d'essai, avant de l'étendre à la juridiction de La Havane. Dans le Département occidental, le colonel Crevant le déplore encore en 1840, au moment de remplir les deux formulaires du recensement, et ce malgré de multiples remontrances :

« il ne se trouvait aucun fonctionnaire [*pedáneo*] qui était en possession [des *padrones*], ou bien si certains les avaient, ils étaient inutiles, car trop anciens ou défectueux, et il fut nécessaire de leur demander d'en former de nouveaux, avec la recommandation spéciale de n'omettre aucune personne vivant dans la localité dont ils avaient la charge, étant donné qu'ils devaient servir de base et faciliter l'exécution du Recensement¹¹⁴ ».

Si, dans l'ensemble, les recensements de 1827 et 1841 ont bien consisté en un transfert d'informations – des listes nominales établies dans le cadre du district aux formulaires numériques des officiers recenseurs –, le recours aux personnes « dignes de foi » et « expertes » en leur district constitue un complément indispensable pour « s'approcher de la vérité ». Que ce soit pour suppléer l'incompétence ou contourner la « malice » des *pedáneos*, parfois

112. MV 1837, p. 12.

113. AGI, Santo Domingo, 1157, f°741r.

114. *Número 3. Departamento Occidental Sobre el todo de su Censo – Del coronel Crevant, s. d., RC 1841, p. 13.*

impliqués dans les multiples occultations de données que les propriétaires souhaitent soustraire à la connaissance de l'État colonial.

Les enquêteurs manquent toutefois de moyens pour entreprendre une vérification de l'ensemble des données numériques. Le terrain de l'enquête statistique qui se dessine au fil de leur plume est ainsi fait de multiples liens établis avec les sociétés locales croisées au gré du parcours des commissions, qui ont fourni les relais logistiques, matériels et informatifs aux « agents recenseurs ». Les conventions de fiabilité des données soumises aux enquêteurs reposent finalement très largement sur le statut social de l'informateur, davantage que sur l'ingénierie de l'enquête. Ce mode d'enquête « indirect » permet toutefois, en s'appuyant sur le maillage local de l'autorité, de surmonter les obstacles de l'inspection, si l'on en croit le récit que livre le colonel Crevant, en 1841, à l'issue de son investigation dans les juridictions occidentales, au cœur du foyer agro-industriel sucrier :

« Malgré toutes ces difficultés, rien n'a arrêté [la section du Département occidental] pour atteindre son but, dans la mesure du possible ; c'est ainsi que l'on s'est résolu à recueillir en personne de minutieux et détaillés rapports de personnes dignes de foi, qui, en mettant à disposition leurs connaissances et expérience, ont contribué à préciser le sujet, en s'adressant ensuite à Messieurs les curés paroissiaux, à la comptabilité générale de la dîme, aux délégués de cette branche dans chaque district, aux voisins limitrophes des propriétés, aux ouvriers qui y étaient, ou y avaient été, aux médecins et chirurgiens en charge des visites, au capitaine juge pédané, et ses lieutenants et caporals de ronde, et finalement à toutes les autres personnes reconnues, de bon jugement, d'esprit public et de relations dans la zone d'enquête ; et comme il est peu probable qu'elles se liguent ensemble pour cacher la vérité, et qu'on ne peut présumer que des personnes qui jouissent d'une bonne réputation se livrent à de telles connivences, leurs explications et opinions sur le sujet furent entendues, examinées et reçues par la section¹¹⁵ ».

La « malice des occultations »

Les récits triomphalistes peinent toutefois à masquer les multiples difficultés du recensement numérique. En 1825, Valcourt anticipe une méfiance tenace de la part « des habitants, n'étant pas habitués à des excursions de ce type, ni aux enquêtes indispensables pour obtenir les informations nécessaires à la formation de la statistique ou pouvant contribuer au meilleur gouvernement¹¹⁶ ». Le fait était d'ailleurs bien connu de tous ceux qui, comme Humboldt à Mexico quelques décennies auparavant, ont cherché dans les registres de l'administration une estimation quantitative du nombre des gens¹¹⁷. Le « travail champêtre » des « commissions de spécialistes » de 1825, de l'avis même de l'un de ses plus zélés « statisticiens » de terrain, ne peut avoir raison

115. RC 1841, p. 14.

116. MV 1837, p. 12.

117. A. VON HUMBOLDT, 1822, p. 102-109.

des craintes fiscales et de la méfiance des communautés locales vis-à-vis des intentions prédatrices de l'administration (fiscales et militaires), en une période de grande incertitude, sur le cadre juridique du gouvernement de la colonie en général, et de « l'institution particulière » :

« De tout temps et en tout pays, les essais statistiques offrent de grandes difficultés ; mais celles-ci se sont avérées d'autant plus ardues sur votre toujours fidèle Île de Cuba, qu'il s'agissait d'un travail entièrement nouveau et inconnu lorsque je l'entamai là-bas. La crainte des contributions, de la part des propriétaires, explique bien sûr l'occultation des esclaves [*siervos*], et il se produit la même chose au sein des classes de mulâtres [*pardos*] et de noirs [*morenos*] libres, pour échapper au service des armes, ce qui constamment constitue des obstacles pour s'approcher ne serait-ce que d'une vraisemblance numérique¹¹⁸ ».

Quinze ans plus tard, encore, les officiers enquêteurs se heurtent à « l'ingéniosité et la malice pour faire des occultations ». Il a fallu, comme l'explique Crevant dans le prologue du Précis de 1842, user de persuasion pour démentir « l'opinion généralement admise » que « ce type de vérifications sert de base à des impositions directes, sans jamais parvenir à convaincre ceux qui pensent ainsi de l'évidente réflexion, fille de l'expérience, que jamais sur l'Île n'a eu cours ce système administratif, étant fondé à tous les niveaux de manière indirecte¹¹⁹ ».

Le caractère « mobile » de la population laborieuse ne peut pas empêcher les doubles décomptes, compte tenu du caractère étendu dans le temps des opérations (Figure 4). Les esclaves, en particulier, étaient fréquemment déplacés par les planteurs d'un *partido* à l'autre, au gré des nécessités agricoles¹²⁰. Les capitaines de district étaient censés assister les autorités locales dans la chasse aux esclaves en fuite ou marrons, et en tiraient d'ailleurs rétribution. Mais l'on ignore comment cette population qui tentait de se soustraire au monde de la plantation a été prise en compte. Les chefs de commissions de 1841 ont en tout cas fait part, à de multiples reprises, des difficultés pour recenser une « population flottante » :

« [...] composée de propriétaires [*hacendados*], d'ouvriers et d'esclaves, qu'il est pratiquement impossible de saisir dans son mouvement perpétuel, que ce soit entre les villages et les champs, et vice-versa ; d'une propriété à l'autre, dans un district différente, en comptant les variations quotidiennes qui touchent la [...] classe [des esclaves], à la hausse ou à la baisse, produites par leur vente et achat, leur fuite et présentation, et d'autres causes bien connues¹²¹ ».

118. Lettre de Joaquin Miranda au roi Ferdinand VII, 27 de mayo de 1829, AGI, Santo Domingo, 1157, f°852r.

119. RC 1841, p. 13.

120. C'est l'hypothèse avancée par K. Kiple pour expliquer les « exagérations » des résultats de 1841. Voir *infra*.

121. RC 1841, p. 13-14.

Les inspections des commissions du recensement ne peuvent donc que susciter une forte réticence de la part des planteurs, habitués, du reste, à très largement sous-déclarer leurs dotations pour éviter la capitation qui porte sur la main-d'œuvre servile¹²². Aucune instruction n'invitait les recenseurs à mentionner une quelconque information sur l'origine des esclaves, qu'il eût été bien malaisé de vérifier. Les fraudes destinées à masquer l'entrée sur le territoire des cargaisons des négriers demeuraient courantes¹²³. L'ingénieur militaire Manuel Pastor, occupé par ses fonctions officielles à la politique des grands travaux dans la capitale et à contrôler « l'exactitude » numérique du recensement en vue de sa publication, va d'ailleurs s'engager quelques années plus tard dans ce commerce extrêmement lucratif¹²⁴.

3. Retours de terrain

La publication des résultats

Les travaux des sections géographiques, topographiques et statistiques des « commissions administratives » confiées en avril 1825 aux colonels Valcourt et Miranda débouchent quatre ans plus tard sur l'impression, à La Havane, d'un volumineux « Tableau statistique », où les chiffres côtoient le texte, la description et les listes. L'ensemble étant précédé d'une exposition sommaire de la composition des « commissions administratives » et de leur protocole d'enquête de terrain, tout en rendant hommage à la somme d'Humboldt. Les données de terrain fournies par Miranda et Valcourt s'organisent en deux chapitres, qui suivent une organisation similaire¹²⁵. Une présentation littéraire de chaque Département détaille les milieux naturels et les conditions climatiques, la « situation astronomique », avant d'envisager l'état des « limites » des différentes juridictions et de fournir une « idée générale du territoire ». La « Statistique » numérique de chaque Département se décline en une série de six tables numériques, qui viennent en annexe du texte. Seules les deux

122. C. VARELLA, 2012.

123. M. ZEUSKE, 2015.

124. Après le recensement de La Havane en 1828, Manuel Pastor avait été un artisan de la politique urbaine et édilitaire du capitaine général Tacón pendant son mandat (1834-1838). Il s'était alors notamment illustré dans la mise en œuvre des travaux de la prison de La Havane, en 1835. Promu au rang de colonel, il se lance, parallèlement à sa carrière d'ingénieur officiel, dans les affaires, fort de ses soutiens influents au sein de l'administration et de l'élite insulaire, avant d'être soupçonné de nombreux cas de corruption pendant le mandat de Gutiérrez de la Concha, en 1854. Il est ainsi l'un des artisans du chemin de fer, dans la région de Güines, et surtout, un esclavagiste notoire. Avec le soutien de la famille royale, il tire de la traite clandestine, à la fin des années 1840, un enrichissement considérable, qu'il réinvestit ensuite en Péninsule, où il accède au rang de Sénateur en 1863. O. ZANETTI *et al.*, 1998, p. 110 et 419 ; I. J. LÓPEZ HERNÁNDEZ, 2014, p. 77 ; J. A. PIQUERAS, 2006 ; H. THOMAS, 1997, p. 751-752.

125. La dernière partie consacrée au Département oriental ayant été rédigée à La Havane, à partir des données partielles transmises depuis Santiago de Cuba, suit également le même plan.

premières concernant la « population »¹²⁶. Un premier ensemble (*Estado de población*, n° 1) présente le dénombrement numérique (civil) du Département, d'une part, et d'autre part le nombre de sacrements administrés, pour chacune des trois « castes » (*blancos, pardos, morenos*) et cinq « conditions » (pour les personnes « de couleur », libres ou esclaves) dans les paroisses de la juridiction dans l'année. Le premier tableau a été élaboré par agrégation des listes constituées par les *capitanes de partido* dans le cadre de leur juridiction, inspectées par les commissions de statistique ; le second à partir des registres paroissiaux disponibles. Le deuxième ensemble numérique fourni pour chaque Département est consacré au calcul des « proportions entre les différentes classes de la population » effectué au niveau de l'ensemble du Département (Figure 5), puis se déclinant (dans le texte) pour chacune des juridictions civiles que compte alors l'île, assorti de commentaires comparatifs avec les données tirées des dénombrements officiels antérieurs – ceux de 1775 et de 1817.

Figure 5. *Le calcul de la « proportion entre les classes » dans le Département central (1827)*

DIFERENTES PROPORCIONES		(N.º 2.)
Entre la poblacion blanca y de color, y entre la liberta y esclava.		
Los varones blancos con los varones pardos libres están en razon de.....	6,5	: 1
Los varones blancos con los varones morenos libres.....	10,5	: 1
Los varones blancos con los varones pardos y morenos libres.....	4,08	: 1
Los varones blancos con todos los varones esclavos.....	1,8	: 1
Los varones blancos con todos los varones de color.....	1,25	: 1
Toda la poblacion blanca con la de color libre.....	4,05	: 1
Toda la poblacion blanca con la de color esclava.....	2,33	: 1
Toda la poblacion blanca con la de color libre y esclava.....	1,48	: 1
La poblacion blanca con la de color en la capital.....	2,48	: 1
La poblacion blanca con la de color en los demas pueblos y en los campos.....	1,26	: 1
Los varones pardos libres con los morenos libres.....	1,6	: 1
Los varones de color libres, con los esclavos.....	0,46	: 1
Toda la poblacion liberta, con la esclava.....	0,62	: 1
Proporcion en que han aumentado ó disminuido las várias clases de la poblacion en los 10 años transcurridos desde el censo de 1817 hasta el de 1827.		
En los varones blancos ha habido.....	34,25	p ³ / ₄ de aumento.
En las hembras blancas.....	24,33	„ de idem.
En los varones de color libres.....	13,33	„ de idem.
En las hembras de color libres.....	7,11	„ de disminucion.
En los varones esclavos.....	56,9	„ de aumento.
En las esclavas.....	1,75	„ de idem.
En toda la poblacion reunida.....	26,9	„ de idem.

Source. CE 1829, p. 79.

126. Les tableaux suivants concernent la statistique « morale », économique et agricole.

Quelques années plus tard paraît à Barcelone le résultat le plus spectaculaire tiré du labeur des commissions de topographes et d'arpenteurs de 1825, à savoir son volet cartographique. Les cinq cent exemplaires de la monumentale « Carte géographico-topographique » de Cuba ont pu être gravés en 1835 à Barcelone¹²⁷, grâce à une large souscription transatlantique, et le Dépôt topographique des ingénieurs militaires de Catalogne salue au moment de l'impression de la carte une « œuvre inédite » :

« la première de son espèce depuis la découverte de cette précieuse portion des possessions de la Monarchie Espagnole, fruit de sept années de fatigues et de travaux, que l'on ne peut considérer comme une simple carte géographique [...]. Le plan du territoire a été en majeure partie établi par la commission, de manière géométrique et géodésique [...] [malgré] une multitude d'obstacles à de telles opérations¹²⁸ ».

Après une statistique générale conçue sur le modèle des *Blue Books* de l'empire britannique, une œuvre « véritablement nationale¹²⁹ » parachève la prise en main du territoire par l'armée avec une carte en partie financée par l'or blanc¹³⁰. Le patient travail de Miranda et ses collègues chasseurs d'esclaves a en outre contribué à faire d'une division juridictionnelle bien abstraite et lointaine pour les autorités havanaises une réalité « sur le papier » – à conjurer, en somme, les prévisions des atlas étrangers qui prophétisaient que « le temps n'est sans doute pas éloigné où on verra [l'île de Cuba] briser tous les liens qui l'attachent encore à la métropole pour s'allier, soit à la république mexicaine, soit à la république colombienne¹³¹ ».

L'expédition militaro-scientifique de 1827 a ainsi été l'occasion de préciser les découpages de juridictions, extrêmement mal connues depuis La Havane. La constitution d'un vaste corpus de données démographiques et « géographiques » a surtout permis de mettre en œuvre la nouvelle division administrative de l'île en trois départements militaires qui entre finalement en vigueur le 17 juin 1827¹³², modifiant le découpage départemental opéré par le gouverneur de la Torre à l'issue du « recensement » de 1774¹³³.

Quinze ans après les résultats officiels des commissions Vives, les travaux des « commissions du recensement » débouchent sur l'impression, en 1842, d'un « Précis du recensement de population de l'Île de Cuba ». D'un

127. F. NADAL, 1989.

128. ACA, Diversos, Comandancia de Ingenieros, 391, exp. 1 (référence citée par F. NADAL, 1989).

129. *El Eco del Comercio*, 5 mars 1835, n° 309, p. 3.

130. La liste des contributeurs, parmi lesquels l'aristocratie havanaise figure en bonne place, est fournie par Valcourt, dans MV 1837, p. 41-44.

131. Ces dernières lignes concluent l'aperçu historique qui accompagne la « Carte Géographique, Statistique et historique de Cuba », publiée à Paris en 1825 dans l'*Atlas géographique, statistique et chronologique des deux Amériques* de Jean-Alexandre Buchon.

132. F. NADAL, 1989, p. 334-347.

133. CE 1829, p. 22.

Figure 6. Le Département occidental et La Havane sur la « Carte Vives »



Source. Biblioteca Nacional de España (Madrid).

Note. Carte gravée en six planches, à l'échelle *ca* 1 : 320 000, 121×381 cm.

« Carte géographico-topographique de l'Île de Cuba, dédiée à Notre Reine Sra Doña Isabel II. Le Lieutenant Général Comte de Cuba et la Commission de Chefs et d'Officiers militaires et d'Arpenteurs publics qui l'ont levée et formée sous ses ordres, de 1824 à 1831. Gravée à Barcelone par Do. Estruch en 1835, dessinée par Carlos Roca ».

format beaucoup plus ramassé¹³⁴, il présente en une soixantaine de pages, de manière tabulaire et par juridiction, la population cubaine classée par caste et condition, âge, et, pour les esclaves, le type d'établissement agricole (*ingenios, cafetales*). Les éléments numériques résultent bien, là encore, de l'agrégation des données fournies par les juges *pedáneos* et les commissaires de quartiers havanais, dont le nombre au moment du recensement demeure sensiblement identique à celui de 1827, malgré un nombre de districts recensés très largement augmenté¹³⁵.

134. RC 1841.

135. Ramon de la Sagra précise en 1842 que « chaque juridiction se subdivise en plusieurs autres moins importantes et dont le nombre dépend des besoins des administrés et de l'étendue du territoire. Ces petites juridictions sont sous l'autorité d'un magistrat pédané, assisté de ses subdélégués. Ce magistrat exerce la police et peut juger dans les procès en matière litigieuse, jusqu'à la concurrence de dix pesos [...]. La province de La Havane compte soixante-trois juges pédanés, qui reçoivent aussi le nom de capitaines de districts [*capitanes de partidos*]; la province de Cuba en compte quarante ». Le Galicien se réfère ici à la « division civile » de l'île, qui comporte deux provinces, occidentale (La Havane) et orientale (Cuba). Elle ne

Conformément aux instructions de Pastor, les résultats des dénombrements de chaque district ont tout d'abord été centralisés sous l'autorité des représentants du capitaine général, lorsque la « juridiction » avait été constituée en « lieutenance du gouvernement » (*tenencia de gobierno*)¹³⁶. Car depuis 1827, la réorganisation judiciaire de la colonie allait dans le sens d'une centralisation toujours plus marquée des leviers du pouvoir autour du « chef suprême », qui disposait ainsi d'un réseau de *tenientes* et de *pedáneos* comme délégués permanents¹³⁷. Pastor avait pris soin de transmettre des instructions précises sur l'organisation bureaucratique du recensement, par l'enchâssement de dossiers (*legajos*) qui correspondent, pour chaque Département, au découpage de la « division politique » : le recensement épousait ainsi strictement l'organisation du gouvernement insulaire en 25 juridictions et 279 *partidos*, eux-mêmes divisés en quartiers et *cuartones*¹³⁸. En l'absence d'archives du recensement lui-même¹³⁹, il est difficile d'évaluer le zèle apporté par les commissions de travail dépêchées dans chaque Département à l'application des instructions. Ni même de saisir la nature des contrôles effectués au niveau de chaque juridiction sur la fiabilité des chiffres produits. C'est surtout à La Havane, au fur et à mesure de l'envoi des dossiers, que les résultats ont été confrontés aux calculs prévisionnels de la commission centrale, basés sur un taux d'accroissement de 10 à 15 % par rapport aux résultats de 1827¹⁴⁰, comme le suggère (sans l'explicitier) le prologue du « Précis ».

Plus d'une quinzaine de pages précèdent les tableaux numériques du recensement. Ce sont d'ailleurs les seuls documents que nous ayons à notre disposition pour éclairer le processus d'enquête. Elles présentent les instructions rédigées par Pastor ainsi qu'une série de rapports, relativement succincts, rédigés par chaque chef de commission. Un courrier du maire de Guanabacoa en date du 22 février 1841 y détaille les causes des baisses démographiques observées entre le recensement de 1827 et le passage des commissions du recensement du colonel Crevant¹⁴¹, assurant ainsi les inspecteurs du recensement de la conformité de leur *padrón*, après avoir consulté « l'avis des personnes

correspond pas à la division militaire en trois Départements, utilisée pour l'organisation des recensements – signe que le rattachement hiérarchique de ces « fonctionnaires » à la capitainerie générale n'allait encore pas de soi. R. DE LA SAGRA, 1842, p. 102-103.

136. *Instruction...*, article 8, RC 1841, p. 4.

137. Sur l'organisation de la justice militaire organisée à partir de 1825, on peut se reporter à A. CASTELLANOS & P. ANDINO, 2014.

138. *Ibid.*, Art. 5, p. 3.

139. Je n'ai pour l'instant pu localiser – quand bien même ils auraient été conservés – les documents de travail de la Commission centrale en charge de la publication du recensement, que ce soit à La Havane, à Séville ou à Madrid.

140. Sur l'application de la méthode par l'administration coloniale française, voir notamment R. GÉRAIS & I. MANDÉ, 2007.

141. Les migrations saisonnières et les victimes de l'épidémie de choléra de 1833 principalement.

Figure 7. Population par « districts » et par « classes » : présentation synthétique des résultats du recensement de 1841 détaillant la liste des localités de chaque juridiction recensée

POBLACION POR DISTRITOS Y CLASES. — DEPARTAMENTO OCCIDENTAL.

JURISDICCIÓNES.

	BLANCOS.		MULATOS LIBRES.		NEGROS LIBRES.		MULATOS ENCLAV.		NEGROS ENCLAV.		TOTAL GENERAL.
	Varones.	Mujeres.	Varones.	Mujeres.	Varones.	Mujeres.	Varones.	Mujeres.	Varones.	Mujeres.	
Habana, con 96 pueb. y aldeas y 57 part. rurales.	68.821	66.182	8.753	8.860	15.323	16.156	2.062	1.876	120.323	64.948	388.073
Matanzas, con 17 puehlos y 9 partidos.	16.439	11.709	980	978	1.287	1.315	458	385	31.186	18.411	85.646
Villa de San Antonio con 5 puehlos y 4 partidos.	8.589	5.567	492	373	853	628	129	75	16.383	9.360	37.916
Nueva Filipina, con 13 puehlos y 8 partidos.	10.710	8.284	1.272	1.097	1.043	718	124	89	7.279	2.835	33.428
Villa de Güines, con 3 puehlos y 2 partidos.	5.229	4.507	207	193	841	485	168	144	10.212	4.907	26.597
Ciudad de Bejucal, con 9 aldeas y 3 partidos.	4.746	4.223	214	223	494	537	195	76	8.016	4.433	23.127
Villa de Guinabacoa, con 4 aldeas y 5 partidos.	4.285	4.141	354	414	347	748	194	120	3.735	2.871	16.519
Ciudad de Santiago, con 6 puehlos y 4 partidos.	3.888	2.786	199	217	562	257	83	79	4.985	2.927	14.784
Juraco, ciudad, con.	813	772	26	35	77	84	18	18	883	497	3.308
Ciudad del Rosario.	933	503	45	46	99	80	18	9	662	280	3.081
Totals. En 99 partidos rurales del departamento occidental, con su capital.	135.479	108.944	15.551	12.739	20.176	21.008	3.244	2.641	204.710	110.679	631.760

DEPARTAMENTO DEL CENTRO.

Puerto-Principe, con 18 pueb. y aldeas y 38 part.	16.330	14.074	2.067	2.387	1.615	1.610	398	283	9.012	3.866	51.036
Villa Clara, con 9 puehlos y aldeas y 13 partidos.	15.132	13.553	2.712	2.753	1.060	917	382	374	4.992	2.411	44.386
Santo Espiritu, con 6 puehlos y aldeas y 16 part.	11.222	10.747	1.915	2.075	478	490	312	350	4.130	3.013	33.711
Trinidad, con 2 puehlos y 6 partidos.	5.566	4.770	5.051	5.218	836	933	172	171	8.701	5.644	28.960
Villa de Cienfuegos, con 7 aldeas y 4 partidos.	7.124	5.592	929	797	840	471	129	118	5.430	2.473	25.212
Remedios, con 2 aldeas y 12 partidos.	4.267	4.722	696	774	623	619	192	168	1.610	762	15.073
Totals. En 88 partidos del departamento del centro con su capital.	60.035	53.838	10.370	10.924	5.155	5.130	1.495	1.354	33.444	13.653	195.605

DEPARTAMENTO ORIENTAL.

Ciudad de Cuba, con 6 puehlos y 43 partidos.	10.907	8.861	6.439	6.830	4.535	4.520	550	517	38.549	20.175	91.512
Idea de Bayamo, con 2 puehlos y 13 partidos.	4.152	3.920	6.232	6.395	792	850	234	260	5.691	1.747	27.252
Mojigán, con 1 puehlo y 18 partidos.	8.712	8.074	895	916	485	344	157	195	3.486	1.387	33.635
Manzanillo, con 3 puehlos y 6 partidos.	2.735	2.932	3.479	2.859	317	364	86	78	1.764	873	13.517
Pueblo de Jigüani, con 4 partidos.	2.803	2.784	1.354	1.343	148	117	30	54	422	225	9.300
Baracoa, con 14 partidos.	1.429	1.359	1.506	1.540	243	305	54	78	1.146	870	8.323
Villa del Cobre, con 4 partidos.	581	597	864	872	129	159	4	8	1.053	961	4.538
Villa de Guisa.	706	878	244	260	53	51	3	117	96	2.589	2.589
Colección de Moa.	22	18	11	10	18	11	"	"	"	2	92
Totals. En 161 partidos del departamento oriental con su capital.	32.030	28.365	26.737	20.743	6.715	6.691	1.129	1.111	37.228	28.597	180.766

CUBA (SENA DEL)

193

Source. J. M. ZAMORA, 1845, t. 2, p. 582.

expertes¹⁴² ». S'ensuit un développement consacré à la comparaison des résultats produits avec la *Guia de forasteros* ou avec les estimations du naturaliste Felipe Poey, établies à partir de sources paroissiales. Un prologue destiné à justifier les chiffres produits et les efforts des commissions de terrain pour débusquer les multiples occultations, pourtant connues de tous :

« Nous avons donné ces précisions afin d'attirer l'opinion du public sur ce point, et pour que des personnes reconnues pour leur science, impartialité et leurs connaissances locales les discutent comme il se doit¹⁴³ ».

Un prologue qui nourrissait également le *topos*, bientôt récurrent, de la « défaillance » et de la « corruption » des relais administratifs de l'autorité « suprême », justifiant ainsi d'énergiques réformes à destination des auxiliaires de police¹⁴⁴.

Des chiffres « arbitraires » ?

Les chiffres officiels de 1829 ont été très largement critiqués par les commentateurs de l'époque¹⁴⁵, et de l'aveu même des membres des commissions.

142. *Informe del ayuntamiento de Guanabacoa contestando al coronel Crevant*, 22 février 1841, RC 1841, p. 12.

143. RC 1841, p. 7.

144. F. GODICHEAU, 2016.

145. R. DE LA SAGRA, 1842, p. 235. Sur ce point, voir K. GHORBAL, 2009, p. 131-134.

Pour le colonel Miranda, la population cubaine de la fin des années 1820 dépassait sûrement, après « calcul » et correction des sous-déclarations, les 980 000 individus¹⁴⁶. Les vérifications successives, comme on l'a vu, n'ont pu avoir raison des occultations et des multiples fraudes au recensement.

En 1842, le tableau officiel offrant le résultat des chiffres compilés par le directeur du recensement confirme les prévisions alarmistes de ceux qui s'inquiètent des équilibres démographiques : pour la première fois dans l'histoire de l'île, le nombre d'esclaves présents dans les plantations et les villes dépasse, en valeur absolue, le nombre de « Blancs ». Les chiffres officiels mettent en évidence qu'ils ne comptent plus qu'à hauteur de 41,5 % de l'ensemble de la population cubaine (Annexe, Tableau 2), ainsi menacée par le « spectre de la révolution noire », ravivé par plusieurs révoltes serviles de la période¹⁴⁷. La controverse est relancée cinq ans plus tard, lorsque les résultats fournis par la nouvelle Commission de statistique, en 1847, démontrent quant à eux une baisse (en valeur absolue) de la population de l'île de plus de 100 000 habitants ! La brutale augmentation de la population de couleur révélée par les chiffres pour l'année 1841 a trouvé de multiples justifications sous la plume des commentateurs¹⁴⁸, des administrateurs¹⁴⁹, puis, parfois, des historiens¹⁵⁰. Elle s'explique autant par la structure démographique insulaire, la vitalité de l'immigration forcée, qu'à la statistique coloniale elle-même, puisque les données de 1827 qui servent constamment de point de comparaison se situent très en-deçà de la réalité. La poursuite d'une traite illégale dans les années qui précèdent le recensement de 1841, suivie de la mise en application de la « Loi pénale » en 1845, en contribuant au tarissement rapide de l'arrivée de main-d'œuvre servile en provenance du continent africain, pouvait fournir une explication acceptable de cette « anomalie » démographique¹⁵¹. À moins que, comme le suggère le nouveau capitaine général lui-même, les résultats de 1841 aient été volontairement manipulés dans les bureaux de son prédécesseur¹⁵². Leopoldo O'Donnell informe en tout cas en 1847 la Section d'outre-mer madrilène¹⁵³ que :

146. Lettre de Miranda au roi Ferdinand VII, 27 mai 1829, AGI, Santo Domingo, 1157, f°853.

147. A. GOMEZ, 2013, p. 247-248.

148. R. DE LA SAGRA, 1842.

149. K. KIPLE, 1976, p. 47-58.

150. Plusieurs éléments intéressants, confrontés à la réaction et aux doutes des contemporains, sont avancés dans N. FERNANDEZ DE PINEDO, 2002, p. 192-197.

151. C. NARANJO OROVIO, 2007, p. 648-653.

152. L'hypothèse avait déjà été formulée par H. S. Aimes en 1907. K. Kiple cite la « controverse » et les documents, mais ne souscrit pas à cette idée du complot et de la manipulation des chiffres, préférant expliquer les « exagérations » du recensement de 1841 par le double décompte. K. KIPLE, 1976, p. 57-58.

153. Le recensement de 1841 est publié à La Havane sans autorisation préalable de la métropole. Dans le contexte de mise en œuvre de la Loi pénale sur l'interdiction de la traite, en 1845, et des pressions britanniques, on s'inquiète, à Madrid, de la portée des chiffres officiels :

« les documents originaux [...] qui sont archivés démontrent que, pour des raisons dont j'ignore la cause, on a procédé [en 1842] à une augmentation arbitraire et en opposition au résultat qu'offraient les données recueillies¹⁵⁴ ».

Une manipulation des chiffres du recensement de 1841 a donc sans doute eu lieu, bien qu'il soit impossible de trancher ce débat, en l'absence des documents de travail des commissions locales et centrale du recensement. La publication des résultats intervient en tout cas quelques mois après la nomination d'un nouveau capitaine général, mandaté pour renforcer encore la tutelle métropolitaine. Dès le début de son mandat, Gerónimo Valdés procède au démantèlement de la *Junta de Poblacion Blanca* qui n'avait eu de cesse, depuis 1818, de réclamer une « immigration blanche » afin d'enrayer « l'africanisation » de l'île¹⁵⁵. Valdés publie ainsi des chiffres qui démontrent une hausse spectaculaire de la population « de couleur », tout en réaffirmant l'opposition du gouvernement aux projets de colonisation alternative à la traite. Par l'instrumentalisation de la crainte d'une « guerre des races » imminente, mise en scène par les tables statistiques, la tutelle péninsulaire trouve là une justification supplémentaire, en faisant taire les velléités autonomistes ou annexionnistes de la frange réformiste de l'élite créole¹⁵⁶, l'armée espagnole justifiant ainsi sa présence pour assurer la sécurité de l'île. Comme le note Josep Fradera, en cette période de « colonisation » d'un ancien morceau d'Empire, « la crainte de la population d'origine africaine et l'affirmation d'un commandement suprême [du capitaine général] constituent en définitive les pièces d'un même ordre colonial et système de domination¹⁵⁷ ». Et l'« hétérogénéité des races » présentes sur l'île justifie pour les autorités libérales péninsulaires le statut d'exception à la Constitution progressiste proclamée à Madrid en juin 1837¹⁵⁸.

Mais il convient également, désormais, de donner des gages du rapprochement entrepris par le gouvernement espagnol avec les Britanniques. La nomination par le gouvernement d'Espartero d'un gouverneur réputé plus anglophile que féru de précision statistique en est un, tout comme l'accueil de consuls britanniques siégeant à La Havane. Depuis Madrid, on s'est donc inquiété de la publication du « Précis » de 1842, qui s'est faite sans en avertir au préalable les ministères en charge de l'outre-mer¹⁵⁹. Car les données démontrent encore une fois, au « public » et à la face du monde, la persistance

la toute nouvelle et éphémère Section d'outre-mer soumet ainsi le *Cuadro estadístico* de 1846 à un examen préalable, avant publication. AHN, Ultramar, leg. 4655, leg. 181.

154. Lettre de O'Donnell, 28 novembre 1847, AHN, Ultramar, leg. 4655, n° 861, f°1r.

155. J. M. FRADERA, 2005, p. 268.

156. C. SCHMIDT-NOWARA, 1999, p. 21-36 ; J.M. FRADERA, 2005, p. 269-270 ; K. GHORBAL, 2009, p. 438-449.

157. J. M. FRADERA, 2005, p. 269-270.

158. J. M. FRADERA, 1999 ; K. GHORBAL, 2013, p. 739-742.

159. AHN, Ultramar, leg. 4655, leg. 181.

d'une traite¹⁶⁰ battue en brèche par l'abolitionnisme officiel britannique¹⁶¹. C'est ainsi que quelques années plus tard, au moment de publier les résultats du *Cuadro estadístico* de 1846 compilés par une Commission de statistique installée à La Havane¹⁶², le capitaine général Leopoldo O'Donnell a probablement procédé aux « ajustements » inverses, alors que l'on commence à réfléchir aux alternatives à la traite, en relançant des projets de « colonisation blanche » et avec l'organisation, depuis la Chine et le Yucatán en guerre, de flux de travailleurs engagés¹⁶³.

Conclusion

Entre 1827 et 1841, le contexte international a changé, tout comme le rapport de Cuba à la Péninsule. La Constitution proclamée au mois de juin 1837 à Madrid exclut les provinces d'outre-mer de la représentation nationale en reléguant à d'hypothétiques « lois spéciales » le gouvernement des colonies, qui demeure de fait sous un régime d'exception¹⁶⁴. Les deux « recensements » de l'administration coloniale de Cuba de 1827 et 1841 s'inscrivent bien dans un moment de centralisation autoritaire du gouvernement d'une province qui devient le cœur du « deuxième empire » espagnol¹⁶⁵. On ne saurait toutefois exagérer la portée d'une publication statistique sur l'état des esprits quant à la *Siempre Fiel Isla* de Cuba. Comme le note d'ailleurs Michael Zeuske, à propos des années 1810, « en réalité, les élites sucrières n'avaient aucune peur des esclaves [...] parce qu'elles avaient développé une démographie coloniale efficiente, une véritable science de domination¹⁶⁶ ». Les chiffres sont en réalité seulement brandis en direction d'un secteur limité de la société coloniale¹⁶⁷. C'est bien dans le cadre de la plantation et des campagnes en voie de colonisation que se jouent également les rapports de force qui tissent la domination coloniale. Et c'est peut-être sans doute sur ce terrain qu'a constitué l'essentiel du travail des « commissions de statistique ». En 1825, leur parcours a nourri l'acquisition d'une « connaissance pratique du territoire », fournissant de précieuses données pour procéder au maillage de l'administration militaire,

160. R. DE LA SAGRA, 1842, p. 343 ; *id.*, 1844.

161. E. CAPRON, 2014, p. 121-132.

162. CE 1847.

163. I. BALBOA NAVARRO & C. NARANJO OROVIO, 1999 ; I. ALVAREZ CUARTERO, 2007.

164. J. M. FRADERA, 1999 ; *id.*, 2005, p. 129-162 ; *id.*, 2015.

165. J. P. LUIS, 2015 ; J. B. AMORES CARREDANO, 2008.

166. M. ZEUSKE, 2007, p. 393.

167. Comme le note encore Josep Fradera, « la politique dite de “l'équilibre des races”, c'est-à-dire, de la manipulation des divisions raciales, assurait la fidélité des propriétaires (*hacendados*) les plus craintifs, celle des noyaux de péninsulaires qui monopolisaient le trafic illégal et participaient à la prospérité du sucre obtenu avec une main-d'œuvre servile, et, en même temps effrayait tous ceux qui craignaient une possible insurrection de la population esclave », J. M. FRADERA, 2005, p. 268-269.

en œuvrant au recrutement de nouveaux bataillons, en contrôlant l'activité des capitaines de districts, voire en participant à des missions de police et de répression du marronnage.

Ainsi, il n'est sans doute pas anodin que chacune des deux opérations de « recensement » envisagées débouche immédiatement sur la diffusion de nouvelles instructions aux juges *pedáneos*. Si l'instruction générale diffusée par Vives en 1827 ne faisait que reprendre à l'identique la version rédigée par Ezpeleta avant lui, celle de 1842 vise à préciser leur lien hiérarchique avec l'administration coloniale et leurs compétences¹⁶⁸. Le renforcement de l'autorité de ces auxiliaires de police, tout au long de la période, a bien été un levier décisif de l'affirmation du pouvoir des hommes du capitaine sur le territoire¹⁶⁹. Un renforcement juridictionnel qui ne peut toutefois se faire au mépris de l'influente saccharocratie¹⁷⁰. Le « Règlement des Esclaves » qui accompagne ces instructions prend ainsi soin de limiter leurs possibilités d'intervention dans l'enceinte des domaines agricoles¹⁷¹. Le nombre des esclaves¹⁷² tout comme l'application effective de ce « Code Noir » demeureront encore, pour plusieurs décennies, en marge du regard de l'État colonial et de ses commissaires.

Bibliographie

Sources

AGI: Archivo General de Indias (Séville), section Audiencia de Santo Domingo, Papeles de Cuba, Ultramar.

AHN: Archivo Histórico Nacional (Madrid), section Ultramar.

ANC: Archivo Nacional de Cuba (La Havane), section Gobierno Superior Civil, Real Ordenes y Cédulas, Real Consulado y Junta de Fomento.

168. Les 56 articles des Instructions aux *Pedáneos* contenues dans la *Bando de Buen Gobierno* de novembre 1842 entendent, une nouvelle fois, rappeler le cadre réglementaire de cette charge « honorable et noble », dont le « louable objet est la protection de la sécurité individuelle et les propriétés des voisins [*vecinos*], et la conservation de l'ordre public ». Le rôle de ces auxiliaires dans l'élaboration de la statistique annuelle de district est précisé par les articles 10 et 11, complétés par un formulaire imprimé qui devait servir de modèle uniforme. Je me réfère sur ce point encore à F. GODICHEAU, 2014, qui livre une étude détaillée de ces règlements.

169. Je renvoie sur ce point à l'ensemble des travaux, publiés ou en cours, de François Godicheau.

170. M. MORENO FRAGINALS, 2001.

171. J. P. TARDIEU, 2003 ; J. M. FRADERA, 2005, p. 264-266.

172. J. A. PIQUERAS, 2011.

Sources imprimées

CÓRDOBA, Pedro Tomás de, *Memorias geográficas, históricas, económicas y estadísticas de la isla de Puerto-Rico, escritas por Don Pedro Tomas de Córdoba, Secretario honorario de S. M. y del Gobierno de la misma*, En la Oficina del Gobierno a cargo de D. Valeriano de Sanmillan, 6 vol., 1831-1833.

Cuadro estadístico de la Siempre Fiel Isla de Cuba correspondiente al año de 1827. Formado por una comisión de jefes y oficiales, de orden y bajo la dirección del Excelentísimo Señor Capitán General Don Francisco Dionisio Vives, La Havane, Oficina de las viudas de Arazoza y Soler, impresoras del Gobierno y Capitanía general por S. M., 1829.

Cuadro estadístico de la Siempre Fiel Isla de Cuba, correspondiente al año de 1846, formando bajo la dirección y protección del Escmo. Sr. Gobernador y Capitán General, Don Leopoldo O'Donnell, por una Comisión de Oficiales y Empleados particulares, La Havane, Imprenta del Gobierno y Capitanía General por S. M., 1847.

HUMBOLDT, Alexander von, *Ensayo político sobre el reino de la Nueva-España, traducido al español por Don Vicente González Arnao, con dos mapas*, t. 1, Paris, En casa de Rosa, 1822.

Instrucción general para los capitanes, y tenientes de partido. Impreso en esta capital el año de 1786, y reimpresso ahora por orden del excelentísimo Señor Presidente, Gobernador y Capitán General Don José Cienfuegos, La Havane, Oficina de Arazoza y Soler, impresores del gobierno y capitanía general por S. M., 1816.

Memorias la Sociedad Económica de la Habana por una comisión permanente de su seno, compuesta de los Sres. D. Joaquín José García y D. Francisco de Paula Serrano, La Havane, Impr. Del Gobierno y Capitanía General por S. M., 1844.

PICHARDO, Esteban, *Geografía de la Isla de Cuba, publícase bajo los auspicios de la Real Junta de Fomento*, vol. 1, La Havane, Estab. Tip. de D. M. Soler, 1854.

Relación del Gobierno Superior y Capitanía General de la Isla de Cuba, extendida por el Teniente General Don Miguel Tacón, Marqués de la Unión de Cuba, al hacer la entrega de dichos mandos a su sucesor, el Excmo. Señor Don Joaquín de Ezpeleta, La Havane, Imp. del Gobierno y Capitanía General, 1838.

Resumen del censo de población de la Isla de Cuba a fin del año de 1841 formado de orden del Escmo. Sr. Capitán General de la misma por una comisión de gefes y oficiales nombrada especialmente para verificarlo, precedido de una advertencia preliminar y notas justificativas del Director de la Comisión, La Havane, Imprenta del Gobierno por S.M., 1842.

SAGRA, Ramón de la, *Histoire physique, politique et naturelle de l'île de Cuba par M. Ramon de la Sagra, Directeur du Jardin Botanique de La Havane, correspondant de l'Institut royal de France, etc., Première partie, Histoire physique et politique, tome I, Introduction, géographie, climat et population. Traduction de M. S. Berthelot, avec annotation pour la géographie historique*, Paris, Arthus Bertrand éd., 1842.

—, «Reflexiones estadísticas sobre la población libre y esclava de la isla de Cuba», *Revista de intereses materiales y morales*, nº 3, mars 1844, p. 106-114.

VALCOURT É IZNARDI, José Jaime, *Memoria relativa a la empresa de la Carta Geógrafo-Topográfica de la Isla de Cuba. Dada á luz en Barcelona el año 1835*, Barcelone, Impr. de la viuda é hijos de D. Antonio Brusi, mars 1837.

VALLE HERNÁNDEZ, Antonio del, *Sucinta noticia de la situación presente de esta colonia, 1800*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 1977 [1800].

—, «Nota sobre la población de la Isla de Cuba», dans *Documentos de que hasta ahora se compone el expediente que principiaron las Cortes Extraordinarias sobre el tráfico y esclavitud de los negros*, Madrid, Imprenta de Repulles, 1814, p. 127-154.

ZAMORA Y CORONADO, José María, *Biblioteca de Legislación ultramarina, en forma de diccionario alfabético*, Madrid, Impr. De J. Martin Alegria, tomes 1 à 4, 1844-1845.

Travaux cités

AGUILERA, Mathieu, «Les administrateurs comme agents de la catégorisation des sociétés coloniales. Pratiques et usages des recensements de population», in Jean-Philippe LUIS (dir.), *L'État dans ses colonies. Les administrateurs de l'empire espagnol au XIX^e siècle*, Madrid, Éd. Casa de Velázquez, 2015, p. 41-58.

ALVAREZ CUARTERO, Izaskun, «De Tihosuco a La Habana: la venta de indios yucatecos a Cuba durante la Guerra de Castas», *Studia historica. Historia antigua*, n° 25, 2007, p. 559-576.

AMORES CARREDANO, Juan B., *Cuba en la época de Ezpeleta (1785-1790)*, Pampelune, Ediciones Universidad de Navarra, 2001.

—, «Ordenanzas del gobierno local en la isla de Cuba (1765-1786)», *Revista Complutense de Historia de América*, vol. 30, 2004, p. 95-109.

—, «Reformas de la administración local en Cuba (1765-1845)», in Manuel TORRES AGUILAR (COORD.), *Actas del XV Congreso del Instituto Internacional de Historia del Derecho Indiano*, vol. 1, Cordoue, Diputación de Córdoba, 2008, p. 63-75..

BAERGA, María del Carmen, *Negociaciones de sangre: dinámicas racializantes en el Puerto Rico decimonónico*, Madrid, Iberoamericana-Vervuert-Ediciones Callejón, 2015.

BALBOA NAVARRO, Imilcy, *De los dominios del Rey al imperio de la propiedad privada: estructura y tenencia de la tierra en Cuba (siglos XVI-XIX)*, Madrid, CSIC, 2013.

BALBOA NAVARRO, Imilcy & NARANJO OROVIO, Consuelo, «Colonos asiáticos para una economía en expansión: Cuba 1847-1880», *Revista Mexicana del Caribe*, année IV, n° 8, p. 32-65, 1999.

BARCIA, Manuel, *West African Warfare in Bahia and Cuba. Soldier Slaves in the Atlantic World, 1807-1844*, Oxford, Oxford University Press, 2014.

BARCIA ZEQUEIRA, María del Carmen, «La esclavitud en Cuba. Caracterización de su desarrollo», in Salvador PALAZÓN FERRANDO & Candelaria SAIZ PASTOR (dir.), *La ilusión de un imperio. Las relaciones económicas hispano-cubanas en el siglo XIX*, Alicante, Universidad de Alicante, 1998, p. 25-48.

BARRIERA, Darío G., «Instituciones, justicias de proximidad y derecho local en un contexto reformista», *Revista de Historia del Derecho*, n° 44, julio-dic. 2012, p. 1-28.

BRIAN, Éric, *La mesure de l'État. Administrateurs et géomètres au XVIII^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1994.

CAPEL, Horacio, «La invención del territorio. Ingenieros y arquitectos de la Ilustración en España y América», dans *Suplementos. La Geografía hoy. Textos, historia y documentación*, n° 43, avril 1994.

CAPEL, Horacio et al., *De Palas a Minerva. La formación científica y la estructura institucional de los ingenieros militares en el siglo XVIII*, Barcelone, El Serbal/CSIC, 1988.

- CAPRON, Elsa, *Esclavage et économie de plantation à Cuba (1789-1886)*, Paris, Puf et CNED, 2014.
- CASTELLANOS RUBIO, Alina & ANDINO DÍAZ, Patricia, «La administración de justicia colonial española y su aplicación en el caso cubano durante el siglo XIX. Estudio del fondo Asuntos Políticos del Archivo Nacional de Cuba», *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, en ligne depuis le 10 septembre 2014.
- DESROSIÈRES, Alain, *Gouverner par les nombres, L'argument statistique II*, Paris, Presses de l'École des Mines, 2008.
- ESTEFANE, Andrés, «Burocratas ambulantes. Movilidad y producción de conocimiento estadístico en Chile, 1860-1873», *Revista Enfoques*, vol. X, n° 17, p. 123-146, 2012.
- FERNÁNDEZ DE PINEDO ECHEVARRRÍA, Nadia, *Comercio exterior y fiscalidad: Cuba (1794-1860)*, Bilbao, Universidad del País Vasco, 2002.
- FERRER, Ada, «La société esclavagiste cubaine et la révolution haïtienne», *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2, 2003, p. 333-356.
- , «Cuba en la sombra de Haití: Noticias, Sociedad y Esclavitud», in María Dolores GONZÁLES-RIPOLL et al. (dir.), *El rumor de Haití en Cuba. Temor, Raza y Rebeldía, 1789-1844*, Madrid, CSIC, 2004, p. 179-231.
- FONTANA, Josep, «La conciencia española ante las dos pérdidas del imperio», in Isabel BURDIEL & Roy CHURCH (dir.), *Viejos y nuevos imperios. España y Gran Bretaña, siglos XVII-XX*, Valence, Episteme, 1998, p. 51-64.
- FRADERA, Josep M., *Gobernar colonias*, Barcelone, Éd. Península, 1999.
- , *Colonias para después de un imperio*, Barcelone, Éd. Bellaterra, 2005.
- , *La nación imperial derechos, representación y ciudadanía en los imperios de Gran Bretaña, Francia, España y Estados Unidos (1750-1918)*, Barcelone, Edhasa, 2015.
- GARCÍA GONZÁLEZ, Armando, *Cuerpo abierto. Ciencia, enseñanza y coleccionismo andaluces en Cuba en el siglo XIX*, Séville, CSIC – Universidad de Sevilla, 2010.
- GARRIGA, Carlos, «Patrias criollas, plazas militares: sobre la América de Carlos IV», in Eduardo MARTÍRE (coord.), *La América de Carlos IV. Cuadernos de Investigaciones y Documentos*, t. I, Buenos Aires, Instituto de Investigaciones de Historia del Derecho, 2006, p. 35-130.
- GERVAIS, Raymond R. & MANDÉ, Issiaka, «Comment compter les sujets de l'Empire? Les étapes d'une démographie impériale en AOF avant 1946», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2007, n° 95, p. 63-74.
- GHORBAL, Karim, *Réformisme et esclavage à Cuba (1835-1845)*, Paris, Publibook, 2009.
- , «Aristocracia azucarera versus industria popular: esclavitud, "colonización blanca" y especificidades regionales en Cuba», in Lillian VON DER WALDE & Mariel REINOSO (eds.), *Virreinos II*, Mexico, Editorial Grupo Destiempos, 2013, p. 739-761.
- GODICHEAU, François, «Los Capitanes Pedáneos de Cuba, desde las reformas borbónicas hasta mediados del siglo XIX», Communication présentée lors du séminaire *Justicias de proximidad en España e Hispanoamérica (siglos XVIII y XIX)*, Mendoza (CONICET), 27-28 février 2014.
- , «La Guardia civil, garante de l'unité impériale espagnole (1848-1898)», in Arnaud-Dominique HOUTE & Jean-Noël LUC, *Les gendarmeries dans le monde de la Révolution française à nos jours*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2016, p. 253-266.

- , « Les commissaires de quartier à La Havane : d'une fondation pionnière à "la nécessité d'un système de police" (1763-1812) », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, à paraître.
- GÓMEZ, Alejandro E., *Le spectre de la révolution noire. L'impact de la révolution haïtienne dans le monde atlantique, 1790-1886*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.
- GONZÁLES-RIPOLL NAVARRO, María Dolores, *Cuba, la isla de los ensayos. Cultura y sociedad (1790-1815)*, Madrid, CSIC, 1999.
- KIPLE, Kenneth F., *Blacks in colonial Cuba, 1774-1899*, Gainesville, The University Press of Florida, 1976.
- KUETHE, Allan J., *Cuba, 1753-1815. Crown, Military and Society*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1986.
- LÓPEZ HERNÁNDEZ, Ignacio J., « Antonio Montenegro y las funciones del ingeniero militar en la Cuba del ochocientos », *Quiroga*, n° 5, janvier-juin 2014, p. 74-84.
- LUENGO GUTIÉRREZ, Pedro, « Movilidad de los ingenieros militares en Cuba a finales del siglo XVIII », *Quiroga*, n° 6, juillet-décembre 2014, p. 36-47.
- LUIS, Jean-Philippe, « Introduction. D'un Empire à un autre Empire », in Jean-Philippe LUIS (dir.), *L'État dans ses colonies. Les administrateurs de l'empire espagnol au XIX^e siècle*, Madrid, Éd. Casa de Velázquez, 2015, p. 11-18.
- MARIN, Brigitte, « Los alcaldes de barrio en Madrid y otras ciudades de España en el siglo XVIII : funciones de policía y territorialidades », *Antropología. Boletín Oficial del Instituto Nacional de Antropología e Historia*, n° 94, 2012, p. 19-31.
- MARRERO, Leví, *Cuba : economía y sociedad. Azúcar, Ilustración y conciencia (1763-1868)*, Barcelone, Editorial Playor-Madrid, 1983.
- MARTINEZ-ALIER, Verena, *Mariage, Class and Colour in Nineteenth Century Cuba. A Study of Racial Attitudes and Sexual Values in a Slave Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1974.
- MATOS, Paulo T. de & SILVEIRA E SOUSA, Paulo, « A Estatística da População na América Portuguesa, 1750-1820 », *Memorias*, año 11, n° 25, 2015, p. 73-103, 2015.
- MERIÑO FUENTES, María de los Ángeles & PERERA DÍAZ, Aisnara, « Calidad y mestizaje en los padrones de vecinos de San Luis del Caney y Santiago de Cuba (1775-1800) », *El Taller de la Historia*, vol. 7, n° 7, 2015, p. 101-140.
- MORENO FRAGINALS, Manuel, *El ingenio*, Barcelone, Crítica, 2001 [1964].
- MORILLO-ALICEA, Javier, « "Aquel laberinto de oficinas" : Ways of Knowing Empire in Late-Nineteenth-Century Spain », in Mark THURNER & Andrés GUERRERO (dir.), *After Spanish Rule. Postcolonial Predicaments of the Americas*, Durham et Londres, Duke University Press, 2003, p. 111-140.
- MORRISON, Karen Y., *Cuba's Racial Crucible. The Sexual Economy of Social Identities, 1750-2000*, Bloomington, Indiana University Press, 2015.
- MURO MORALES, J. I., « Ingenieros militares en España en el siglo XIX. Del arte de la guerra en general a la profesión del ingeniero en particular », *Scripta Nova, Revista Electrónica de Geografía y Ciencias Sociales*, Universidad de Barcelona, vol. VI, n° 119 (93), 2002.
- NADAL, Francesc, « Ingenieros militares, geógrafos y rebeldes en la organización territorial de Cuba (1824-1895) », *Estudios de historia social*, 44-47, 1988, p. 183-189.
- , « La formación de la "Carta Geógrafo-Topográfica" de Valcourt y los trabajos geográficos de las Comisiones de Estadística y División del territorio de Cuba (1821-1868) »,

- in José Luis PESET (dir.), *Ciencia, vida y espacio en Iberoamérica*, Madrid, CSIC, vol. 3, 1989, p. 329-356.
- NARANJO OROVIO, Consuelo, «La amenaza haitiana, un miedo interesado: poder y fomento de la población blanca en Cuba», in María Dolores GONZÁLES-RIPOLL *et al.*, *El rumor de Haití en Cuba. Temor, Raza y Rebeldía, 1789-1844*, Madrid, CSIC, 2004, p. 83-178.
- , «El temor a la “africanización”: colonización blanca y nuevas poblaciones en Cuba (el caso de Cienfuegos)», in José Antonio PIQUERAS (éd.), *Las Antillas en la era de las Luces y la Revolución*, Madrid, Siglo XXI, 2005, p. 85-121.
- , «Le fantasme d’Haïti: l’élaboration intéressée d’une grande peur», in Alain YACOU (dir.), *Saint-Domingue espagnol et la révolution nègre d’Haïti, 1790-1822. Commémoration du bicentenaire de la naissance de l’État d’Haïti, 1804-2004*, Paris et Pointe-à-Pitre, Karthala et CERC, 2007, p. 637-665.
- , «Evolución de la población desde 1760 a la actualidad», in Consuelo NARANJO OROVIO (coord.), *Historia de Cuba*, Madrid, CSIC, Doce Calles, 2009, p. 29-56.
- PÉREZ DE LA RIVA, Juan, «¿Antonio del Valle Hernández: el primer demógrafo cubano?», in Antonio del VALLE HERNÁNDEZ (dir.), *Sucinta noticia de la situación presente de esta colonia, 1800*, La Havane, Editorial de Ciencias Sociales, 1977a.
- , «Presentación de un censo ignorado: El Padrón General de 1778», *Revista de la Biblioteca José Martí*, año 68, vol. XIX, 1977b, n° 3, p. 5-16.
- PERROT, Jean-Claude, *Une histoire intellectuelle de l’économie politique (xvii^e-xviii^e siècle)*, Paris, Éd. de l’EHESS, 1992.
- PIQUERAS, José Antonio, *Sociedad civil y poder en Cuba. Colonia y poscolonia*, Madrid, Siglo XXI, 2006.
- , «Censos *lato sensu*. La abolición de la esclavitud y el número de esclavos en Cuba», *Revista de Indias*, vol. LXXI, 2011, n° 251, p. 193-230.
- PORTILLO VALDÉS, José María, *Crisis atlántica. Autonomía e independencia en la crisis de la monarquía hispana*, Madrid, Marcial Pons, 2006.
- PRO RUIZ, Juan, «La Estadística y la lucha por un modelo de Estado en la España de Isabel II», *Jornadas científicas. 150 aniversario de la creación de la Comisión de Estadística General del Reino. Madrid, 21 y 22 de noviembre de 2006*, Madrid, INE, 2007, p. 61-86.
- RAJ, Kapil, *Relocating Modern Science. Circulation and the Construction of Knowledge in South Asia and Europe, 1650-1900*, New York, Palgrave Macmillan, 2007.
- RAMOS PIÑOL, Oscar, *Los censos de población y vivienda en Cuba*, La Havane, Comité Estatal de Estadística, 1988.
- REBOK, Sandra, «Lo público y lo privado en los escritos de Alexander von Humboldt sobre Cuba», *Asclepio*, vol. LVI-2, 2004.
- ROLDAN DE MONTAUD, Inés, «Origen, evolución y supresión del grupo de negros “emancipados” en Cuba (1817-1870)», *Revista de Indias*, vol. 57, n° 169-170, 1982, p. 559-641.
- RUIZ DE GORDEJUELA URQUIJO, Jesús, *Barradas: el último conquistador español. La invasión de México de 1829*, Mexico, Instituto Nacional de Estudios Históricos de las Revoluciones de México, 2011.
- SÁNCHEZ ANDRÉS, Agustín, «La administración central española y el gobierno de Ultramar en las postrimerías del Antiguo Régimen y las primeras décadas del régimen liberal, 1812-1863», *Relaciones*, 112 (28), 2007, p. 186-215.

- SCHMIDT-NOWARA, Christopher, *The Conquest of History. Spanish Colonialism and National Histories in the Nineteenth Century*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2006.
- , *Empire and Antislavery, Spain, Cuba and Puerto Rico, 1833-1874*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1999.
- SCOTT, Rebecca J. & HÉBRARD, Jean M., « “Les papiers de la liberté.” Une mère africaine et ses enfants à l’époque de la révolution haïtienne », *Genèses*, n° 66, 2007/1, p. 4-29.
- STOLER, Ann L., « Colonial Archives and the Arts of Governance », *Archival Science*, 2, 2002, p. 87-109.
- TARDIEU, Jean-Pierre, *Morir o dominar. En torno al reglamento de esclavos de Cuba (1841-1866)*, Madrid et Francfort, Vervuert, 2003.
- THOMAS, Hugh, *The Slave Trade. The story of the Atlantic slave trade, 1440-1870*, New York, Simon & Schuster, 1997.
- TOPALOV, Christian, *Histoires d’enquêtes. Londres, Paris, Chicago (1880-1930)*, Paris, Classiques Garnier, 2015.
- VARELLA, Claudia, « Tributos sobre la posesión. Pequeños propietarios de esclavos », in Imilcy BALBOA NAVARRO (dir.), *La reinención colonial de Cuba*, Santa Cruz de Tenerife, Ediciones Idea, 2012, p. 209-258.
- VENEGAS FORNIAS, Carlos, *Cuba y sus pueblos. Censos y mapas de los siglos XVIII y XIX*, La Havane, Centro de Investigación y Desarrollo de la Cultura Cubana Juan Marinello, 2002.
- , « La Isla sobre el papel. Dos mapas monumentales de Cuba en el siglo XIX », *Terra Brasilis (Nova Série)*, 7-8-9, 2007, p. 1-14.
- YACOU, Alain, *Essor des plantations et subversion antiesclavagiste à Cuba (1791-1845)*, Paris, Karthala, 2010.
- ZANETTI, Oscar & GARCÍA, Alejandro, *Sugar and Railroads. A Cuban History, 1837-1959*, Chapel Hill & Londres, The University of North Carolina Press, 1998.
- ZEUSKE, Michael, « Las capitánías generales de Cuba y Puerto Rico, 1808-1812 », in Manuel CHUST (dir.), *1808 : la eclosión juntera en el mundo hispano*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 2007, p. 356-404.
- , « Arango y Humboldt/Humboldt y Arango. Ensayos científicos sobre la esclavitud », in María Dolores GONZÁLES-RIPOLL et al. (dir.), *Francisco Arango y la invención de la Cuba azucarera*, Salamanca, Ediciones de la Universidad de Salamanca, 2009.
- , *Amistad. A Hidden Network of Slavers and Merchants*, Princeton, Markus Wiener Publishers, 2015.

Annexes

Tableau 1. *La composition des commissions militaires de statistique à Cuba (1825-1842)*

	1825-1828	1840-1842
Commission centrale		[1840-Avril 1841] Manuel Pastor <i>Directeur du recensement</i> Colonel du Corps national des ingénieurs Manuel de Albo <i>Chef adjoint</i> ^a Colonel [Avril 1841-1842] Pablo Ruiz de la Bastida <i>Directeur du recensement</i> Brigadier Joaquin Miranda y Madariaga <i>Chef adjoint</i> Colonel
Département occidental	Joaquin Miranda y Madariaga <i>Chef de commission</i> Colonel Pedro de la Paz Capitaine - Ingénieur volontaire Manuel Pastor Capitaine du Corps national des ingénieurs ^b Manuel Castilla Lieutenant-colonel du Corps national des ingénieurs Domingo Aristizabal Capitaine - Ingénieur volontaire	Antonio Eusebio Crevant <i>Chef de commission</i> Colonel Pedro de la Paz <i>Auxiliaire</i> Capitaine
Département central	José Jaime Valcourt <i>Chef de commission</i> Colonel d'infanterie - Ingénieur volontaire Estraton Bausá Sous-lieutenant - Ingénieur volontaire Ramon de la Cruz Lieutenant - Ingénieur volontaire José Cantos Sous-lieutenant de marine en retraite	Estraton Bausá <i>Chef de commission</i> Lieutenant Matías Campos <i>Auxiliaire</i> ^c Lieutenant Juan Antonio Callejas <i>Auxiliaire</i> ^d Colonel

	1825-1828	1840-1842
Département oriental		José Jaime Valcourt <i>Chef de commission</i> Colonel Ramon de Castro <i>Auxiliaire</i> Lieutenant

Données. CE 1829, MV 1837, RC 1841.

- a. En charge du recensement de La Havane.
- b. En charge du recensement de La Havane, en 1828.
- c. En charge du recensement des juridictions de Trinidad et Sancti-Spíritus.
- d. En charge du recensement des juridictions de Cienfuegos, Villa-Clara, San Juan de los Remedios, Puerto-Príncipe (avec Ramon de Castro, membre de la commission du Département oriental).
Assiste également les travaux de la commission du Département oriental.

Tableau 2. *Les recensements officiels de Cuba (1827-1846) :
méthodes et résultats*

	1827	1841	1846
<i>Capitaine général</i>	Francisco Dionisio Vives	Pedro de Alcántara Téllez Girón, Anglona / Gerónimo Valdés	Leopoldo O'Donnell
<i>Direction du recensement</i>	José Jaime Valcourt (Dept. central) Joaquin Miranda y Madariaga (Dept. occ.) Manuel Pastor (La Havane)	Manuel Pastor / Pablo Ruiz de la Bastida	Juan Herrera Dávila / Juan Rodríguez de la Torre (Brigadiers d'artillerie) Participation de José María de la Torre (géographe)
<i>Méthode de collecte des données sur la population de chaque district rural (partido) ou quartier urbain (barrio)</i>	2 commissions mili- taires de terrain, auprès des <i>capitanes de partido</i> , des <i>comisarios de barrio</i> et des « infor- mateurs » locaux (mai 1825-1828)	3 commissions militaires de terrain, 2 formulaires remplis auprès des autorités locales et des magistrats <i>pedáneos</i> – Vérifications auprès des autorités municipales (sept. 1840-avril 1842)	Envoi de formulaires aux juges <i>pedáneos</i> – Visites ponctuelles d'inspec- tion des membres de la Commission – Rectifications (1845-oct. 1846)

	1827	1841	1846
<i>Population totale</i>	704 487	1 007 624 ^a	898 752 ^b
Blancos	311 051	418 291	425 767
Pardos libres	57 514	88 054	81 664
Morenos libres	48 980	64 784	67 562
Libres de couleur ^c	106 494	152 838	149 226
Pardos esclavos		10 974	12 791
Morenos esclavos		425 521	310 968
Esclavos	286 942 ^d	436 495	323 759
% population « de couleur »	55,8	58,5	52,6
<i>Origines de la pop. « blanche » (naturalidad)</i>	Non	La Havane seulement	Oui
<i>Professions (profesiones, destinos, oficios)</i>	Non	Non	Oui
<i>Âges</i>	2 catégories, distinctes pour les hommes (1-15; +15) et pour les femmes (1-12; +12)	3 catégories (0-15; 16-60; +60)	5 catégories (0-15; 16-40; 41-60; 61-80; +80)

Données. CE 1829, RC 1841, CE 1846.

a. Ce nombre ne comprend pas la « population flottante ». Pour l'ensemble de la population de l'île, « fixe et temporaire », le recensement donne le résultat de 1 045 624 personnes.

b. *Idem.* En y incluant la population temporaire, la commission donne 938 752 personnes présentes à Cuba à la fin de l'année 1845.

c. Jusqu'en 1849, les esclaves libérés et placés – en principe – sous l'autorité et la protection du gouvernement (*emancipados*) en font pas l'objet d'une classification autonome, et sont comptés dans la catégorie des « libres de couleur ».

d. La présentation générale des résultats de 1827 s'organise seulement en quatre catégories : *Blancos*, *Mulatos libres*, *Negros libres*, *Negros y mulatos esclavos*, ne distinguant pas la « qualité » des esclaves.